

RELANCE ET DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

La diaspora appelée à devenir un levier stratégique

Parmi les sept millions d'Algériens établis à l'étranger, nombreux sont ceux qui, selon l'homme politique et médiatique franco-algérien Karim Zérîbi, souhaitent aujourd'hui rétablir un lien actif et productif avec leur pays d'origine. Dans un contexte mondial marqué par des bouleversements économiques, énergétiques et géopolitiques, la diaspora est appelée à jouer un rôle de premier plan dans la relance et la diversification de l'économie nationale. P 3



CLIMATISATION ET RÉFRIGÉRATION **Une transformation écologique à valeur industrielle**

Bien au-delà d'un simple défi environnemental, la transition écologique dans le secteur algérien du froid et de la climatisation s'impose aujourd'hui comme une véritable opportunité industrielle. Un marché en pleine expansion, une demande énergétique qui ne cesse de croître, un besoin urgent de souveraineté technique, et une ambition claire de moderniser l'appareil productif national

P 3

FONDS DES ASSURANCES SOCIALES POUR LA COUVERTURE DE TOUS LES RISQUES EN 2024

**630 milliards de
dinars déboursés**

Abdelhafid Djeghri directeur des prestations à la CNAS a affirmé que l'État algérien est un État social et que l'ensemble de son arsenal juridique œuvre à consacrer ce principe. Dans cette perspective, la Caisse Nationale des Assurances Sociales (CNAS) constitue un instrument public essentiel pour la mise en œuvre de cette politique sociale.

P 3

ALGÉRIE/MAURITANIE **Etude de création d'une coentreprise pour la distribution et la commercialisation des produits pétroliers**

Le groupe Sonatrach étudie la possibilité de créer une coentreprise avec la Société mauritanienne des hydrocarbures (SMH) pour la distribution et la commercialisation des produits pétroliers en Mauritanie, en sus de projets de coopération couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur des hydrocarbures, a indiqué, dimanche à Nouakchott, le Président-directeur général (PDG) du groupe, Rachid Hachichi.

P 5

PARTICIPANT À LA FFD4

**Le Premier ministre
rencontre le SG de l'ONU
et le roi d'Espagne P 2**

BDL

**Le chiffre d'affaires
en hausse de 25 %
en 2024 P 4**

BETTERAVE SUCRIÈRE

**L'Égypte et l'Algérie
en tête P 5**

DIPLOMATIE

Le SG du ministère des Affaires Étrangères reçoit son homologue italien

Le Secrétaire général du ministère algérien des Affaires étrangères, de la communauté nationale à l'étranger et des affaires africaines, Lounes Magramane, a reçu son homologue italien, Riccardo Guariglia, secrétaire général du ministère italien des Affaires Étrangères, selon la télévision nationale. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre des consultations politiques bilatérales régulières entre l'Algérie et l'Italie, soulignant l'importance des liens diplomatiques et stratégiques qui unissent les deux pays.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

3 morts et plus de 260 blessés en 24 heures

Trois personnes sont décédées et plus de 260 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus ces dernières 24 heures à travers le pays, indique lundi un bilan de la Protection civile. Les unités de la Protection civile ont effectué, du 29 au 30 juin, 197 interventions suite à des accidents de la circulation survenus à travers le territoire national, ayant causé la mort de 3 personnes et des blessures à 264 autres, précise la même source. Par ailleurs, le dispositif de la Protection civile relatif à la surveillance des plages autorisées à la baignade a permis le sauvetage de 286 personnes, dont 144 ayant subi de soins sur place et 26 autres évacuées vers des structures sanitaires locales, ajoute le communiqué, déplorant, toutefois, le décès par noyade en mer d'une personne, dans la commune de Zemmouri, wilaya de Boumerdès. Une autre personne a péri dans une mare d'eau, à Constantine, poursuit le bilan. En outre, les équipes de la Protection civile ont procédé à l'extinction d'incendies urbains et divers à travers les wilayas d'Alger et d'Annaba. S'agissant du dispositif de lutte contre les incendies de forêts et de récoltes, il a été procédé à l'extinction de 36 incendies dans plusieurs wilayas, relève de la même source.

ENERGIE

Installation du nouveau président d'ALNAFT

Le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Mohamed Arkab, a supervisé, dimanche à Alger, la cérémonie d'installation de Samir Bekhti, en tant que nouveau président de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures "ALNAFT", en remplacement de Mourad Beldjehem, indique un communiqué du ministère.

La cérémonie d'installation s'est déroulée au siège de l'Agence, en présence de la secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Energie, chargée des Mines, Karima Bakir Tafer, du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Energie, chargé des Energies renouvelables, Nouredine Yassaâ et de cadres du ministère. Dans une allocution prononcée à cette occasion, M. Arkab a expliqué que cette nomination s'inscrit dans le cadre de la dynamique que connaît le secteur, notamment dans le domaine des hydrocarbures, saluant le rôle central de l'Agence "ALNAFT" dans la valorisation des ressources nationales en hydrocarbures, l'encouragement de l'investissement et la promotion de l'activité

minière pétrolière et gazière. "La nomination de M. Bekhti, un des cadres les plus compétents et les plus expérimentés de l'Agence, reflète l'engagement de l'Etat à promouvoir les compétences nationales et à leur confier des responsabilités stratégiques", a ajouté le ministre, réaffirmant son plein soutien au nouveau président dans ses nouvelles fonctions, ainsi que son soutien à tous les cadres du secteur pour poursuivre le processus de réforme et améliorer la performance de l'Agence dans la mise en œuvre de sa stratégie visant à promouvoir les activités amont, à valoriser les gisements pétroliers et à renforcer la compétitivité de l'Algérie en tant que destination pour les partenariats énergétiques.

Le ministre d'Etat a également exprimé ses remerciements et sa reconnaissance à M. Beldjehem pour les efforts déployés durant son mandat à la tête de l'agence "ALNAFT". Au terme de son intervention, M. Arkab a souligné l'importance des missions confiées à l'agence en cette étape cruciale, mettant en avant son rôle dans le renforcement de la transparence et l'efficacité dans la gestion des ressources nationales, ainsi que dans le soutien de l'attractivité du domaine minier algérien pour les investissements, en phase avec les réformes structurelles instaurées par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans le cadre de la nouvelle loi sur les hydrocarbures (19-13) et la loi sur les investissements (22-18).

COMMERCE

Tayeb Zitouni préside une réunion consacrée au suivi de l'évolution des prix sur le marché

Le ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Tayeb Zitouni, a présidé une réunion consacrée au suivi de l'évolution des prix sur le marché, indique un communiqué du ministère. Lors de cette réunion tenue dimanche au siège du ministère, M. Zitouni a écouté un exposé exhaustif sur le marché de l'eau minérale et de l'eau de source, ayant porté sur l'état de commer-

cialisation de ces produits sous plusieurs marques commerciales nationales, et les niveaux des prix adoptés au niveau des grossistes et des détaillants, selon la même source. Dans ce cadre, le ministre a mis l'accent sur l'importance des opérations de suivi périodique qui visent à «assurer la transparence du marché et à consacrer les principes d'équilibre et de concurrence loyale, sans compromettre la liberté d'initia-

tive économique». M. Zitouni a, en outre, souligné la nécessité de s'appuyer sur des données objectives et des études techniques précises dans l'analyse des indicateurs du marché et la prise de toute mesure réglementaire, en vue de réaliser un équilibre entre les exigences de production et les coûts, d'une part, et les droits du consommateur et la protection du pouvoir d'achat, d'autre part.

PARTICIPANT À LA FFD4

Le Premier ministre rencontre le SG de l'ONU et le roi d'Espagne

Le Premier ministre participe à l'ouverture des Représentant le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, Nadir Larbaoui, participe, ce lundi à Séville (Espagne), à l'ouverture des travaux de la 4e Conférence internationale sur le financement du développement (FFD4), en présence de 70 chefs d'Etat et de Gouvernement, et du Secrétaire gé-

néral des Nations unies, Antonio Guterres. Les participants à cette conférence, dont les travaux se poursuivront jusqu'au 3 juillet prochain, examineront diverses questions liées à la problématique du financement du développement, notamment l'état de mise en œuvre du Programme d'action d'Addis-Abeba visant à appuyer la mise en œuvre du Programme de développement

durable à l'horizon 2030, en vue de formuler des propositions et des solutions collectives à même de soutenir les efforts de développement et de combler le déficit de financement. La veille, le Premier ministre s'est entretenu avec le Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres à qui il a transmis ses salutations chaleureuses et respectueuses au Président de la Répu-

blique, Abdelmadjid Tebboune. Les entretiens ont porté sur les répercussions des crises et conflits régionaux et internationaux actuels sur l'action multilatérale, en soulignant la nécessité de continuer à investir dans les organisations multilatérales et de réhabiliter les règles et principes du droit international. Nadir Larbaoui, a été également reçu par le roi d'Espagne Felipe VI

ORAN

Création d'une nouvelle unité pour la gestion des îles Habibas

La gestion des îles Habibas a été confiée à l'EPIC "EPWOPAA", responsable de la gestion du parc d'attraction et de loisirs d'Oran, qui a créé une unité spéciale pour cette mission, a-t-on appris auprès de son directeur Belabbes Abderrahmane. Dans le cadre de cette nouvelle mission, l'EPWOPAA a mis en place une unité spéciale dédiée exclusivement à la gestion, la protection et la valorisation de ce site écologique d'importance, a fait savoir M. Belabbes.

«Cette initiative vise à renforcer les efforts de conservation, tout en favorisant un tourisme responsable et durable dans la région », a-t-il souligné, ajoutant qu'un conseil scientifique et un autre d'orientation seront prochainement mis en place, avec l'implication des différents acteurs dans le domaine maritime, les autorités, l'université et la société civile notamment. La ministre de l'Environnement et de la qualité de vie, Nadjiba Djilali, avait donné des instructions, lors de sa visite aux îles

Habibas à la fin du mois de mai dernier, pour créer une unité assurant leur gestion et leur préservation. Les îles Habibas abritent une biodiversité remarquable et suscitent, depuis plusieurs années, l'intérêt des scientifiques, des écologistes et des touristes, et l'implication de l'EPWOPAA dans leur gestion ouvre la voie à une meilleure organisation des activités scientifiques et touristiques sur les lieux, tout en garantissant le respect des normes environnementales.

Quotidien économique

Les EnjeuxEco

Édité par la SARL Les enjeux Eco Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse 01, rue Bachir Attar Sidi M'hamed Alger email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42 Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77 E-mail: agence.regie@anep.com.dz Programmation.regie@anep.com.dz agence.oran@anep.com.dz agence.annaba@anep.com.dz agence.ovargla@anep.com.dz agence.constantine@anep.com.dz

RELANCE ET DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

La diaspora appelée à devenir un levier stratégique

Parmi les sept millions d'Algériens établis à l'étranger, nombreux sont ceux qui, selon l'homme politique et médiatique franco-algérien Karim Zéribi, souhaitent aujourd'hui rétablir un lien actif et productif avec leur pays d'origine. Dans un contexte mondial marqué par des bouleversements économiques, énergétiques et géopolitiques, la diaspora est appelée à jouer un rôle de premier plan dans la relance et la diversification de l'économie nationale.

Par Mourad A.

Intervenant sur la « Chaîne III » de la radio nationale, il a affirmé que l'Algérie a aujourd'hui tous les atouts pour rayonner économiquement. Ce qu'il faut, c'est transformer son potentiel en stratégie, et sa stratégie en action. Alors que la communauté algérienne à l'étranger représente plus de 7 millions de personnes, les transferts de fonds qu'elle effectue vers l'Algérie avoisinent 2 milliards de dollars par an, d'après les données de la Banque mondiale. Un montant jugé faible au regard de pays comparables, comme l'Égypte (32 milliards) ou le Mexique (62 milliards). « Nous ne sommes pas dans l'autosatisfaction. Il y a une amélioration, mais ce n'est pas encore suffisant. Nous devons rattraper notre retard régional », a-t-il souligné, appelant à une mobilisation plus forte de la diaspora autour de l'investissement productif. Zéribi a rappelé que de nombreux outils ont été mis en place pour faciliter l'investisse-

ment. Il a notamment cité le nouveau Code de l'investissement, l'Agence algérienne de promotion des investissements, ainsi que la présence de banques publiques et de fonds nationaux prêts à financer les projets. Pour lui, « L'État a fait sa part. Aujourd'hui, c'est à nous, citoyens, de prendre nos responsabilités. Nous devons investir dans l'agriculture, dans la transformation industrielle, dans l'intelligence artificielle ». Dans cette optique, il a également proposé la création de comptoirs d'accompagnement dédiés à la diaspora, notamment au sein des consulats, afin de simplifier leur accès à l'information, aux procédures et à l'écosystème économique local. L'intervenant a également mis en lumière un phénomène grandissant : le retour de compétences algériennes installées à l'étranger, notamment dans les secteurs de la santé, de l'agriculture, de la tech et de l'industrie. « Quand des médecins formés en Algérie, partis en France, décident de revenir, c'est un signal fort. Cela montre qu'il y a des perspectives ici ». Par ailleurs, il a in-

sisté sur le fait que l'Algérie dispose d'avantages structurels majeurs : 1,8 million d'universitaires, un taux de scolarisation primaire de 98 %, un ensoleillement annuel de 3600 heures, et une jeunesse agile, en phase avec les technologies digitales. L'orateur a appelé à dépasser l'idée d'une simple contribution financière : il a plaidé pour une mobilisation globale du savoir-faire, des idées, des startups, de l'investissement vert et de la souveraineté économique. « Ce que nous devons exporter, ce ne sont pas nos cerveaux, mais nos produits, nos idées, notre production. Nous devons devenir un pays souverain dans tous les secteurs ». Au-delà de l'économie, il a insisté sur l'identité patriotique forte de la diaspora et son attachement aux valeurs de solidarité et de transmission. Il a invité les autorités et la société civile à bâtir une passerelle durable entre l'Algérie et ses ressortissants à l'étranger. « Nous avons l'Algérie au cœur. Et même si cela dérange certains, nous devons continuer de le faire entendre, fièrement ».

CLIMATISATION ET RÉFRIGÉRATION

Une transformation écologique à valeur industrielle

Par M. A.

Bien au-delà d'un simple défi environnemental, la transition écologique dans le secteur algérien du froid et de la climatisation s'impose aujourd'hui comme une véritable opportunité industrielle. Un marché en pleine expansion, une demande énergétique qui ne cesse de croître, un besoin urgent de souveraineté technique, et une ambition claire de moderniser l'appareil productif national : tous les ingrédients sont réunis pour faire de ce secteur un levier économique stratégique. Lors d'une rencontre nationale tenue à Alger, à l'occasion d'un événement mondial institué par l'ONU le 26 juin 2019 et consacré au secteur du froid et du conditionnement d'air, la ministre de l'Environnement et de la Qualité de vie, Nadjiba Djilali, a affirmé que ce domaine est devenu "essentiel pour la santé publique, la chaîne alimentaire, et le confort thermique en milieux urbain et rural". Elle a souligné avec force : « Le secteur du froid et du conditionnement d'air n'est pas seulement un sujet technique ou environnemental, il est devenu un enjeu de santé publique, de confort de vie et de souveraineté énergétique ». Avec plus de 16 millions d'unités de réfrigération déjà en service en Algérie, notre marché national affiche une demande croissante d'année en année. Le pays importe actuellement 1 200 tonnes de gaz réfrigérants par an, dont 65 % sont destinés

aux climatiseurs et 30 % aux réfrigérateurs. Ces chiffres mettent en évidence non seulement le poids économique du secteur, mais aussi la forte dépendance de l'Algérie vis-à-vis de l'extérieur, notamment pour les fluides frigorigènes. Dans ce contexte, la ministre a insisté sur la nécessité d'« accompagner les fabricants locaux dans leur transition vers des solutions plus durables et plus respectueuses de l'environnement », précisant que « le gaz R600A, à faible impact climatique, représente déjà 75 % du marché national des réfrigérateurs ». L'adoption progressive de gaz respectueux de l'environnement, tel que le R600A, marque un tournant prometteur vers une industrialisation verte. Ce gaz, non destructeur de la couche d'ozone et à faible potentiel de réchauffement global, permet à l'Algérie de s'inscrire pleinement dans ses engagements internationaux tout en réduisant sa vulnérabilité énergétique. Mais au-delà du simple changement technologique, c'est toute une chaîne de valeur industrielle qui est en profonde mutation. Le ministère prévoit d'ici 2035 la formation de plus de 400 techniciens spécialisés en réfrigération, de 100 formateurs, ainsi que la mise à jour des programmes de formation professionnelle. Un code de bonnes pratiques pour les entreprises est également en cours d'élaboration, de même que l'agrément de nouveaux professionnels qualifiés. « Nous ne construisons pas uniquement un secteur plus propre, nous construisons un tissu industriel plus

compétitif et plus responsable », a souligné Nadjiba Djilali. La ministre a également annoncé la signature prochaine d'un partenariat avec le ministère de l'Industrie, visant à assurer une production nationale de climatiseurs et de réfrigérateurs respectueuse des normes écologiques. Elle a aussi salué le soutien actif des douanes, de la gendarmerie et de la police, mobilisée pour empêcher l'entrée illégale de gaz interdits susceptibles de menacer la santé publique. En parallèle, des sessions de concertation avec les industriels sont prévues pour réactualiser les estimations des besoins en gaz et équipements, et ainsi permettre une planification plus fine de cette filière essentielle. À l'échelle mondiale, le secteur de la réfrigération et de la climatisation représente 20 % de la consommation d'électricité. D'ici 30 ans, on s'attend à ce que plus de 10 nouveaux climatiseurs soient installés chaque seconde. Face à cette dynamique, l'Algérie a tout à gagner à structurer un écosystème industriel local, capable de produire des équipements moins énergivores et conformes aux standards environnementaux. « Investir dans la transition écologique, c'est investir dans l'économie verte, dans les compétences nationales et dans la durabilité », a conclu Nadjiba Djilali, insistant sur la dimension transversale de ce secteur, qui se trouve à la croisée de l'environnement, de l'énergie, de l'industrie et de l'emploi.

FONDS DES ASSURANCES SOCIALES POUR LA COUVERTURE DE TOUS LES RISQUES EN 2024
630 milliards de dinars déboursés

Abdelhafid Djeghri a affirmé que l'État algérien est un État social et que l'ensemble de son arsenal juridique œuvre à consacrer ce principe. Dans cette perspective, la Caisse Nationale des Assurances Sociales (CNAS) constitue un instrument public essentiel pour la mise en œuvre de cette politique sociale. Le directeur des prestations à la CNAS, Abdelhafid Djeghri, a révélé que le nombre d'assurés sociaux et de leurs ayants droit a atteint 30 millions de bénéficiaires, profitant de la couverture sociale et de ses avantages, notamment le remboursement des médicaments, qui représente à lui seul près de 300 milliards de dinars algériens par an. M. Djeghri a ajouté que, grâce aux plateformes numériques mises en place par la CNAS et aux orientations des hautes autorités du pays, les citoyens accèdent désormais plus facilement aux services et avantages sociaux, qu'il s'agisse notamment de l'utilisation de la carte Chifa pour l'obtention de médicaments ou des différentes déclarations désormais possibles via des portails digitaux tels que la plateforme « El Hanaa ». Il a également précisé qu'avec la généralisation de la numérisation, la CNAS a lancé la deuxième version de la carte Chifa, offrant plus de sécurité et de fonctionnalités aux assurés. À ce jour, 17 millions de cartes ont été distribuées aux assurés sociaux et à leurs ayants droit, en particulier aux personnes atteintes de maladies chroniques. En parallèle, les dépenses du Fonds national de sécurité sociale pour la prise en charge de l'ensemble des risques couverts — maladie, médicaments, maternité, invalidité, décès, accidents du travail et maladies professionnelles — ont dépassé les 630 milliards de dinars algériens en 2024.

INDUSTRIE
Un guide stratégique de l'industrie nationale en cours d'élaboration

Le ministre de l'Industrie, Sifi Ghrieb, a annoncé, dimanche à Tiaret, que son département s'attèle à l'élaboration d'un guide stratégique de l'industrie nationale à l'effet de promouvoir ce secteur. Lors de sa visite d'inspection dans la wilaya, le ministre a expliqué que "ce guide repose sur l'élaboration de fiches techniques précises sur les produits importés, afin d'orienter les investissements vers leur production locale, dans l'objectif de réduire la facture des importations et de soutenir l'économie nationale". A ce propos, M. Ghrieb a réaffirmé le soutien du gouvernement aux investisseurs qui apportent une réelle valeur ajoutée à l'économie nationale, précisant que son ministère "œuvre en coordination avec celui du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations à mettre fin à l'importation de tout produit fabriqué localement, en application des directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à encourager l'investissement local et à limiter les importations". Au siège de l'entreprise Izdihar spécialisée dans la fabrication de portes et fenêtres en PVC, le ministre a salué les efforts déployés par cette société, qui a atteint un taux d'intégration de 85 %, grâce à la mise en place d'une unité de production de matière première PVC et d'une autre dédiée à la fabrication des fenêtres et des portes. Une autre unité de production d'accessoires utilisés dans ce domaine sera ouverte dans trois mois, ce qui permettra à l'entreprise d'atteindre un taux d'intégration de 100 %, indique-t-on, sachant que l'entreprise exporte déjà vers plusieurs pays arabes et africains, dont la Mauritanie, le Ghana, la Tunisie et le Gabon. Par ailleurs, le ministre a inspecté l'Entreprise nationale de transformation des produits longs (ENTPL) et a supervisé la signature d'une convention de transfert de propriété de l'usine de briques de Frenda (bien économique récupéré par l'Etat) au groupe industriel des ciments d'Algérie (GICA), en application des instructions du président de la République visant à relancer les entreprises saisies dans le cadre de la lutte contre la corruption.

PROJETS INDUSTRIELS CONFISQUÉS
Le ministère de l'Industrie œuvre à leur relance dans les plus brefs délais

Le ministre de l'Industrie, Sifi Ghrieb, a souligné, dimanche soir dans la wilaya de Relizane, que son département œuvre à relancer, dans les plus brefs délais, tous les projets industriels confisqués. Dans une déclaration à la presse, lors de sa visite d'inspection dans la wilaya, le ministre a affirmé que "sur instruction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministère de l'Industrie travaille à la relance de tous les projets industriels confis-

qués, au service de l'économie nationale". M. Ghrieb a précisé que ses visites dans les différentes wilayas s'inscrivent dans le cadre des "efforts et engagements du ministère de l'Industrie visant à relancer l'activité industrielle et à valoriser les actifs industriels confisqués et récupérés, conformément aux orientations du président de la République, qui visent à développer une base industrielle efficace et durable, notamment dans les Hauts Plateaux et les régions de l'intérieur du

pays". Au cours de cette visite, le ministre a inspecté le projet d'une cimenterie dans la commune d'El Kalâa, ainsi qu'un complexe de l'industrie agroalimentaire actuellement rattaché au groupe public Agrodif, deux structures figurant parmi les biens confisqués dans le cadre de la lutte contre la corruption. La visite de M. Ghrieb s'est poursuivie avec l'inspection du complexe textile "Tayaï", situé dans la zone industrielle de Sidi Khettab.

ENERGIE
Arkab reçoit une délégation du Groupe chinois Avic Inno

Le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, M. Mohamed Arkab a reçu, dimanche, une délégation du Groupe industriel chinois AVIC Inno, avec laquelle il a examiné les perspectives de coopération et d'investissement en Algérie, indique un communiqué du ministère. Conduite par le président-directeur général (PDG) du groupe, Eric Yang, la délégation a été reçue au siège du ministère en présence de la secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Energie, chargée des mines, Karima Bakir Tafer, et de cadres du ministère. Cette rencontre a été l'occasion d'échanger les vues sur les perspectives de coopération et d'investissement dans les domaines de l'énergie, des mines et des énergies renouvelables, notamment en ce qui concerne le développement des infrastructures énergétiques et minières, le renforcement de l'utilisation des solutions technologiques modernes dans la production et la distribution de

l'électricité, le développement des industries pétrolières, gazières, pétrochimiques, et la production d'engrais, de méthanol et d'ammoniac, ajoute le communiqué. La rencontre a porté également sur les opportunités de partenariat avec le Groupe Sonatrach à travers des projets d'exploration, de production et de développement des industries de transformation à forte valeur ajoutée, en sus de la coopération avec le groupe Sonelgaz dans les domaines de la production, du transport et de la transformation de l'électricité outre le renforcement du réseau national de transport, notamment celui à haute et très haute tension, et son raccordement aux projets solaires photovoltaïques. Il a également été question d'évoquer les opportunités de coopération avec le Groupe SONAREM en matière d'exploitation et de transformation des ressources minières et l'utilisation des technologies modernes dans le secteur minier, selon le communiqué.

A cet égard, M. Arkab a souligné l'importance de promouvoir le contenu local dans tous ces projets, à travers le transfert de technologies, la formation des compétences nationales et le soutien aux startups algériennes activant dans ce domaine. Il a, en outre, réaffirmé l'engagement du secteur de l'énergie, des mines et des énergies renouvelables, toutes sociétés confondues, à collaborer étroitement avec le Groupe, à échanger les expertises et à nouer des partenariats stratégiques à long terme. Pour sa part, le PDG du Groupe Avic Inno, l'un des plus grands conglomérats industriels publics en Chine, a affiché l'intérêt du Groupe pour le marché algérien ainsi que sa volonté de contribuer au développement du secteur de l'énergie et des mines en Algérie, mettant en avant les capacités technologiques énormes dont dispose le Groupe dans les domaines des industries mécaniques, des technologies vertes, des équipements de pointe et de l'énergie intelligente, conclut le communiqué.

BDL
Le chiffre d'affaires en hausse de 25 % en 2024

Le chiffre d'affaires de la Banque de développement local (BDL) a enregistré une hausse de 25 % au cours de l'année 2024, a indiqué, dimanche à Alger, le directeur général (DG) par intérim de cette banque publique, Mohamed Mbarek, précisant que ce bilan "reflète la dynamique positive que connaît l'activité de la banque". M. Mbarek s'exprimait lors de la présentation du bilan de la banque pour l'exercice 2024, à l'occasion des travaux de l'Assemblée générale ordinaire (AGO), suivie de la première Assemblée générale extraordinaire (AGE) après l'introduction de la BDL au compartiment principal des actions de la Bourse d'Alger en mars dernier. Ces travaux se sont déroulés en présence du DG du Trésor au ministère des Finances, Hadj Mohamed Sebaa, ainsi que des actionnaires de la banque, particuliers, investisseurs institutionnels et personnes morales. A ce titre, M. Mbarek a affirmé que le chiffre d'affaires de la banque est passé de 76,7 milliards de DA en 2023 à 96 milliards de DA en 2024. Le total du bilan a également affiché une croissance de 14 %, passant de 1.600 milliards de DA à plus de 1.800 milliards DA en 2024. Le bénéfice net de la banque a, quant à lui, augmenté de 31 % en 2024, pour atteindre près de 23 milliards DA. Le produit net bancaire (PNB) s'est établi à plus de 67 milliards de DA contre 52 milliards de DA en 2023, soit une hausse de 29 %, selon le même responsable. Evoquant les crédits octroyés dans leur formule classique au cours de l'année passée, le premier

responsable de la banque a fait savoir qu'ils ont dépassé les 1.200 milliards de DA contre 1.100 milliards de DA en 2023 (+9 %). En tête de ce bilan figurent les crédits d'exploitation qui dépassent 200 milliards de DA, suivis des crédits à l'investissement destinés aux petites et moyennes entreprises (PME), pour un montant supérieur à 56 milliards de DA, ainsi que les crédits destinés à la promotion immobilière, qui dépassent 4,6 milliards de DA. Concernant les financements accordés dans le cadre de la finance islamique, M. Mbarek a souligné qu'ils ont atteint 291 millions de DA

contre 8 millions de DA en 2023, soit une hausse de plus de 3500 %. Par ailleurs, les dépôts islamiques au niveau de la banque ont avoisiné les 12 milliards de DA, enregistrant une hausse de 29 % par rapport à près de neuf (9) milliards de DA en 2023. A cet égard, le DG par intérim de la BDL a indiqué que ce bilan positif réalisé dans cette formule est dû à "la large couverture à travers les wilayas du pays et à la promotion de cette formule, avec la mise en service de 163 guichets et agences spécialisés, couvrant 98 % du réseau de la banque".

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة و التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 30 جوان 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 30 Juin 2025

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²			المنتجات
Produits	DA / Kg	معدل	أعلى	أدنى	
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	59	66	51	البطاطا
	Tomate	73	88	59	الطماطم
	Oignon sec	42	49	34	البصل الجاف
	Ail vert	233	259	206	الثوم الأخضر
	Carotte	90	102	78	الجزر
	Navet	93	104	82	لفت
	Poivron	101	114	88	الفلفل الأخضر
	Piment	120	137	103	الفلفل الحار
	Courgette	83	96	69	الكوسمة
	Haricot vert	204	227	181	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	100	113	87	الخس
Fruits frais	Pomme locale	400	490	311	التفاح المحلي
	Datte	579	710	448	التمر
	Banane	416	425	407	الموز
	Melon	115	132	97	البطيخ الأصفر
	Pastèque	85	99	71	البطيخ الأحمر
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1757	1901	1613	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	381	393	369	الدجاج
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	101	90	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	-0,73	-0,52	8,10	7,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 430,00	1430,00	0,00	0,43	1,36	0,00	-	10	14 300,00
BIOPHARM	BIO	2 450,00	NC	0,00	-0,31	3,96	7,35	7,35	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2300,00	0,00	0,00	1,32	12,10	5,43	6446	14 825 800,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,43	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-2,73	2,03	-	0	0,00

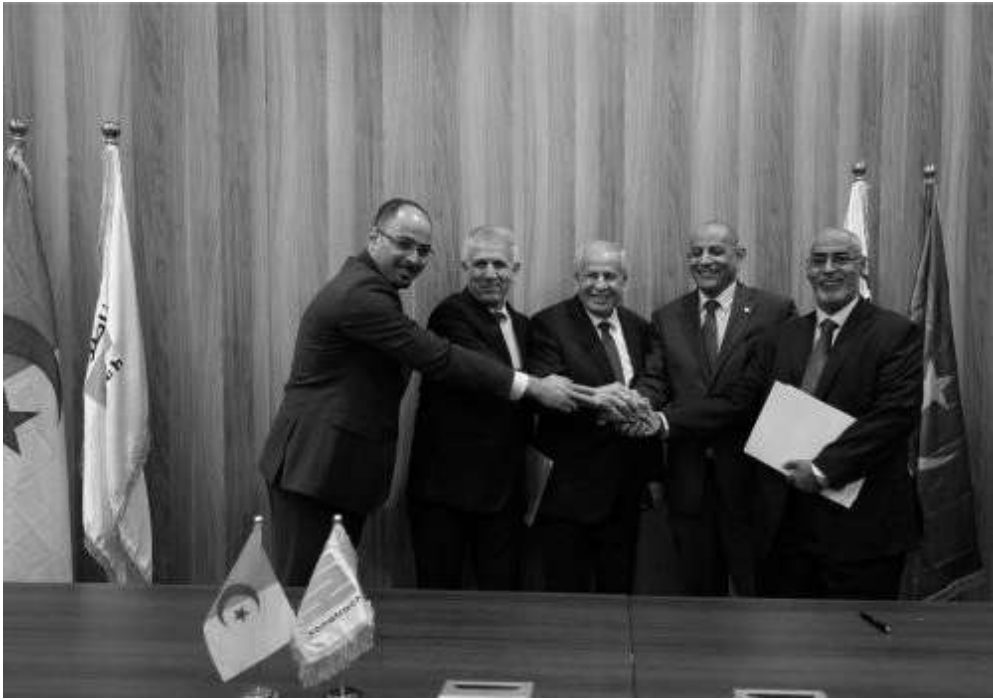
ALGÉRIE/MAURITANIE

Etude de création d'une coentreprise pour la distribution et la commercialisation des produits pétroliers

Le groupe Sonatrach étudie la possibilité de créer une coentreprise avec la Société mauritanienne des hydrocarbures (SMH) pour la distribution et la commercialisation des produits pétroliers en Mauritanie, en sus de projets de coopération couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur des hydrocarbures, a indiqué, dimanche à Nouakchott, le Président-directeur général (PDG) du groupe, Rachid Hachichi.

Cette annonce a été faite lors d'une réunion de travail entre M. Hachichi et le Directeur général de la SMH, Ismail Abdel Vetah, en présence de l'ambassadeur de l'Algérie en Mauritanie, Amine Sid, dans le cadre d'une visite qu'effectue le PDG de Sonatrach à Nouakchott, accompagné d'une délégation de haut niveau composée de cadres dirigeants du groupe public, lit-on dans un communiqué de Sonatrach. M. Hachichi a précisé que Sonatrach était "en train d'étudier la possibilité de créer une coentreprise pour la distribution et la commercialisation des produits pétroliers en Mauritanie", exprimant la disponibilité du groupe à répondre aux besoins de la SMH, notamment à travers un appui technique le long de la chaîne de valeur, selon les propos rapportés dans le communiqué.

Lors de cette visite, qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des axes du mémorandum d'entente signé en janvier dernier avec la partie mauritanienne, il a réaffirmé que le Groupe "reste ouvert" à toutes les opportunités de coopération fondées sur le principe "gagnant-gagnant". Dans le même contexte, M. Hachichi a affirmé que cette réunion, qui a permis d'examiner les voies de renforcement de la coopération bilatérale, d'explorer les opportunités d'investissement et d'échanger les expertises dans les domaines de l'exploration, la production, le transport, les services pétroliers et la formation, intervient dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des axes stratégiques énoncés dans le mémorandum d'entente, notamment dans son volet relatif à la formation, selon le communiqué. Plusieurs cadres et ingénieurs de la SMH avaient déjà entamé leur formation à l'Institut algérien du pétrole (IAP), ajoute M. Hachichi qui a souligné la disposition de Sonatrach à accueillir davantage d'in-



génieurs mauritaniens au sein de ses unités de production afin de renforcer leurs compétences et leur savoir-faire sur le terrain. Pour sa part, M. Abdel Vetah s'est félicité du niveau de coopération entre les deux parties, se disant satisfait des résultats de la formation initiée par Sonatrach au profit des ingénieurs mauritaniens. Le premier responsable de la SMH a fait état de projets en cours d'étude avec Sonatrach, notamment la création d'une société mixte pour l'exploration du gaz dans le bassin côtier, et une autre pour la distribution et la commercialisation des produits pétroliers, en sus de projets de coopération le long de la chaîne de valeur dans le secteur des hydrocarbures, estimant que "cette visite contribuera à donner un nouvel élan aux relations énergétiques entre les deux pays frères", ajoute la même source. Au terme de cette réunion, un accord de non-divulgaration (NDA) concernant les

gisements pétroliers a été signé, lequel régit l'opération d'échange de données techniques et de données relatives à la phase d'exploration, selon le communiqué, soulignant que cette démarche constitue "une étape charnière" vers l'établissement d'un partenariat efficace fondé sur la confiance et les intérêts mutuels. Lors de la première journée de sa visite, M. Hachichi s'est rendu, avec la délégation qui l'accompagnait, aux bases logistiques et installations pétrolières de la zone du port de Nouakchott, où ils ont pu découvrir les structures et les capacités logistiques et techniques dont dispose la partie mauritanienne. Cette visite s'inscrit "dans le cadre de la stratégie adoptée par Sonatrach pour renforcer sa présence régionale et internationale, en élargissant son réseau de partenariats, en vue de consacrer son rôle pivot en tant qu'acteur clé dans la réalisation du développement énergétique durable en Afrique", conclut le communiqué.

BETTERAVE SUCRIÈRE L'Égypte et l'Algérie en tête

Dans un contexte de tensions sur les marchés agricoles mondiaux et de flambée des prix, l'Égypte et l'Algérie ont entamé un virage stratégique : développer massivement la culture de la betterave sucrière pour réduire leur dépendance aux importations. Objectif : atteindre une autosuffisance alimentaire en sucre tout en valorisant des terres agricoles peu exploitées. Avec environ 630 000 acres de betterave sucrière cultivées, l'Égypte est devenue un acteur majeur de la production régionale. Elle produit 1,8 million de tonnes de sucre de betterave et 900 000 tonnes de sucre de canne, couvrant ainsi 90 % de ses besoins annuels. L'Algérie suit une trajectoire similaire. Le gouvernement a lancé des programmes de soutien à la culture de la betterave dans plusieurs régions du nord du pays. Fourniture de semences locales adaptées, encadrement des agriculteurs, investissements dans la chaîne de transformation : tout est mis en œuvre pour construire une filière nationale et réduire la facture d'importation du sucre, estimée à plusieurs centaines de millions de dollars chaque année. La betterave sucrière dans le monde : un pilier de la sécurité alimentaire. La betterave sucrière représente environ 20 % de la production mondiale de sucre, contre 80 % pour la canne à sucre. Elle offre un rendement élevé, une résilience climatique importante et un effet positif sur la fertilité des sols. Elle est particulièrement adaptée aux zones tempérées, ce qui en fait une solution pertinente pour les pays méditerranéens.

CONSEIL DE LA NATION

Arkab présente le nouveau texte de loi sur les mines

Le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Mohamed Arkab, a présenté, lundi, le nouveau texte de loi régissant les activités minières devant les membres du Conseil de la nation. La présentation du texte s'est déroulée lors d'une plénière présidée par M. Azouz Nasri, président du Conseil, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Mme Kaouter Krikou, et de la secrétaire d'Etat auprès du ministre de

l'Energie, chargée des mines, Karima Tafer. Lors de son exposé, le ministre a affirmé que ce texte de loi s'inscrivait dans le cadre d'une réforme globale du secteur minier et visait à réaliser la souveraineté économique et à diversifier les sources de revenu national en dehors du secteur des hydrocarbures, outre la création de milliers d'emplois directs et indirects et le soutien aux petites et moyennes entreprises (PME). A cet égard, M. Arkab a souligné que cette réforme reposait sur un diag-

nostic approfondi de la réalité du secteur, ayant révélé plusieurs insuffisances, notamment la faiblesse des investissements dans l'exploration et la prospection, l'absence d'une base de données géologiques et minières précise, la rareté des nouvelles découvertes exploitables et la quasi-absence d'investissements étrangers, en sus de la faible production locale de certains minéraux, entraînant ainsi une augmentation continue des importations, malgré leur disponibilité locale. Le ministre d'Etat a souligné

que le texte, adopté à la majorité par les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN), englobe un ensemble d'incitations et de mesures adoptées au niveau international, à même d'encourager les investissements minières dans un cadre juridique et institutionnel stable, en se focalisant sur le développement de l'infrastructure géologique et en garantissant le libre accès à l'information, qui constitue la pierre angulaire pour le lancement de projets d'exploration efficaces.

SÉTIF

8.440 foyers
raccordés aux
réseaux de
l'électricité et du
gaz depuis le
début de l'année
2024

Plus de 8.440 foyers ont été raccordés aux réseaux de distribution de l'électricité et du gaz entre janvier 2024 et la fin du 1^{er} semestre 2025, a affirmé, dimanche à Sétif, le directeur local de la distribution de Sonelgaz, Noureddine Ouchen. Animant une conférence de presse à la maison de la culture Houari- Boumediene, consacrée au bilan des activités de la direction de distribution de Sétif depuis le début de l'année 2024, ainsi qu'aux préparatifs liés à l'été 2025, le même responsable a précisé que la wilaya de Sétif a bénéficié « d'importants projets de développement dans le domaine comme le démontre le raccordement de 6.260 foyers à l'électricité et 2.180 foyers au gaz naturel ». Il a ajouté que ces opérations ont été réalisées à travers 83 projets de raccordement à l'électricité, pour un montant de 2,358 milliards de dinars, et de 15 projets de raccordement au gaz naturel moyennant un investissement public de 490 millions de dinars. M. Ouchen a également souligné que les zones isolées de Sétif ont également bénéficié du raccordement de 1.122 habitations à l'électricité et de 6.241 foyers au gaz naturel pour un montant, respectivement, de 631 millions de dinars et de 1,273 milliard de dinars, tandis que 842 exploitations agricoles et une zone industrielle ont été raccordées à l'énergie électrique au cours de la même période.

AIN DEFLA

58 micro entreprises financées depuis août 2024

Cinquante huit (58) micro entreprises ont été financées, depuis août 2024 à ce jour, par l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA) - Ain Defla, a-t-on appris, dimanche, auprès de cet organisme.

Les micro entreprises financées relèvent de plusieurs secteurs de production, dont l'agriculture, les services, et nombre de spécialités industrielles, a indiqué à l'APS le chargé de communication de l'agence locale de la NESDA, Omar Khial, en marge d'une journée d'information sur l'entrepreneuriat à l'Université Djilali Bounaama de Khemis Miliana. Il a, aussi, fait cas de la formation, à la même période, de 231 porteurs d'idées de projets au niveau du Centre de développement de l'entrepreneuriat de l'Université de Khemis Miliana. Dans son allocution à cette journée d'information, organisée à l'occasion de la Journée mondiale des petites

et moyennes entreprises (27 juin), le directeur de la NESDA à Ain Defla, Youcef Kerrouche, a souligné "la grande importance de cette rencontre dans la mise en lumière du rôle central joué par les micro entreprises dans le développement économique et la création de l'emploi". Cette manifestation est une occasion "précieuse" pour l'échange d'idées et d'expériences, ainsi que la recherche de moyens de soutenir les opérateurs économiques de manière à assurer la pérennité et la réussite de la micro entreprise dans un environnement en constante évolution, a-t-il ajouté. Il a, aussi, affirmé l'engagement total de l'agence à accompagner les micro entreprises et les porteurs d'idées et de projets, et à leur assurer un climat propice

à travers des programmes de soutien, de formation, d'accompagnement et de partenariat avec les différents acteurs. Pour sa part, le recteur de l'Université Djilali Bounaama, Berrabah Mohamed Cheikh, a mis en avant l'importance d'ancrer la culture entrepreneuriale, de production et d'innovation chez les étudiants et les jeunes, dans le but de les aider à passer du statut de demandeur d'emploi à celui de créateur d'emploi. A noter le lancement à l'occasion de cette journée d'information sur l'entrepreneuriat, d'une session de formation au profit des porteurs de projets initiée par le Centre de développement de l'entrepreneuriat de l'Université de Khemis Miliana.

BOUIRA

Une cinquantaine d'artisans au Salon local de la femme et des familles productives

Une cinquantaine de femmes artisanes bénéficiaires d'aides à travers les différents dispositifs de soutien à l'emploi, ont pris part au Salon local de la femme et des familles productives, organisé, dimanche à Bouira, a-t-on appris auprès de l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM). Ce salon, qui a enregistré la participation de 55 femmes rurales et artisanes, a été inauguré par le wali Abdelkrim Laâmourî au niveau de la maison

de la culture Ali Zaâmourî, en présence de responsables du secteur de l'emploi ainsi que des organismes de soutien à l'emploi, dont l'ANGEM, l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA), la Caisse nationale d'assurance chômage (CNAC). "Nous avons organisé plusieurs expositions dédiées notamment à l'artisanat ainsi qu'aux projets menés à bien par les femmes rurales venues des communes de Guerrouma, Bouderr

bala ainsi que de Bouira", a expliqué à l'APS le directeur local de l'ANGEM, M. Soudani El-Hadj. Présent à l'ouverture du salon, le directeur de l'emploi, Boudjnah Boualia, a souligné de son côté que cette manifestation "s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions des hautes autorités du pays visant à encourager la femme productive au niveau local afin qu'elle contribue activement au processus du développement socio-économique du pays".

Au cours de cette manifestation, des conventions de partenariat ont été signées entre l'ANGEM et l'Université Akli Mohand Oulhadj et la direction de l'emploi. Les autorités locales de la wilaya ont remis à cette occasion des décisions de versements d'aides financières au profit de 16 femmes artisanes formées au Centre de développement de l'entrepreneuriat, ainsi qu'au niveau de la Chambre de l'artisanat et des métiers (CAM) de la wilaya, selon les organisateurs.

BLIDA

Renforcement de 25 lignes de transport par des bus

La Direction des transports de la wilaya de Blida a annoncé le renforcement par une trentaine de bus de 25 lignes de transport rural et urbain, a-t-on informé, dimanche, auprès de cette direction. Cette opération s'inscrit dans le cadre du renforcement des lignes de transport inter-wilayas, urbain et rural, accusant un manque en bus, a indiqué le chargé de la ges-

tion du secteur, Ammar Zidane. Le renforcement en bus touchera 25 dessertes, dont quinze (15) lignes de transport rural, dans le but d'assurer ce service (transport) aux habitants des zones isolées, à travers notamment les lignes Station Mouzaia-Ain Romana, Station Meftah-Lemhada, et Oued El Alleug-Ferme N106, selon le même responsable. "Une pro-

position a été émise en vue de renforcer ces lignes avec 30 véhicules (de transport) pour combler le déficit accusé dans le domaine", a-t-il ajouté, par ailleurs. M. Zidane a invité les personnes intéressées et remplissant les conditions requises à se rapprocher des services de la direction pour bénéficier de ces autorisations exceptionnelles.

BATNA

Ouverture du 1^{er} salon national de la manifestation culturelle «forum du livre»

Le premier salon national de la manifestation culturelle "forum du livre" édition dédiée à la Palestine s'est ouvert dimanche à la bibliothèque principale de lecture publique "Mohamed Hamouda Bensai" au pôle urbain Hamla de la ville de Batna. Tenue sous le thème " les bibliothèques de lecture publique, incubatrices de l'innovation et tribunes culturelles ", la manifestation de deux jours a connu une large participation des bibliothèques principales de lecture publique et leurs annexes de 30

wilayas. Dans son allocution à l'occasion, le directeur du livre et de la lecture publique au ministère de la Culture et des Arts, Tidjani Tama, a salué l'initiative qui " renforce la scène culturelle, consolide l'industrie du livre et enrichit le domaine de la créativité nationale ", affirmant le soutien à toutes les initiatives qui visent à améliorer la pratique de la lecture en Algérie. De son côté, la directrice de la culture et des arts de la wilaya de Batna, Amira Deliou, a souligné que la première édition de ce salon vient cou-

ronner les 41 éditions précédentes du forum du livre, améliorer la lecture et faire connaître et encourager les auteurs algériens. Pour la directrice de la bibliothèque principale de lecture publique, Chahrazed Dhouadi, la manifestation regroupe les responsables et les cadres des bibliothèques principales de lecture publique de plusieurs wilayas ainsi que les auteurs écrivains en célébration du livre pour diffuser davantage la lecture. La première journée de la manifestation a donné lieu à la projection d'une

vidéo sur les précédentes éditions du forum et à des conférences d'universitaires sur la dynamique de la pratique de la lecture et les sociétés du savoir à l'heure de l'intelligence artificielle. En marge de la rencontre, une exposition a été consacrée aux auteurs de Batna et à leurs publications ainsi qu'aux précédentes éditions du forum du livre. Le programme de cette première édition du salon du livre prévoit des conférences, des ventes-dédicaces d'ouvrages et un récital poétique intitulé " Soirée de Ghaza "

Militariser l'économie ne sauvera pas l'industrie européenne

Du sommet de l'OTAN à La Haye au plan ReArm Europe de la Commission européenne, l'Europe revient-elle sur les sentiers de la guerre ? Lors de la dernière réunion de l'Alliance atlantique, les Européens ont réaffirmé leur engagement à atteindre l'objectif de 5% du PIB injectés dans la Défense – et défendu une « coopération entre les industries de défense de part et d'autre de l'Atlantique ».

2^e partie

Par Max Vancauwenberge
et Benjamin Pestieau

Ce fiasco met en lumière les lacunes structurelles de l'Europe en matière d'innovation industrielle. Ces chiffres qui paraissent impressionnants prennent une toute autre dimension quand on les compare à l'un des géants chinois de la batterie qui a 25 ans d'expérience dans le domaine et compte à lui-seul près de 21.000 (!) ingénieurs rien que pour la recherche et le développement¹⁹. L'Union européenne est aujourd'hui à la traîne technologique dans de très nombreux domaines comme le numérique de pointe, les technologies vertes, la conduite autonome, la 5G et bientôt la 6G,... Ses dépenses en recherche et développement sont nettement inférieures à celles des États-Unis et de la Chine, et ses efforts sont dispersés. La Cour des comptes européenne a récemment publié un rapport alertant sur le retard critique de l'Europe en matière de microprocesseurs. Les microprocesseurs, ou « puces », sont au cœur de tous les équipements électroniques, des voitures aux smartphones, des satellites à l'intelligence artificielle. La stratégie actuelle de la Commission européenne, ajoute la Cour des comptes, ne suffira pas à rattraper ce retard.²⁰ Quelques mois plus tôt, la Cour des comptes européenne tirait déjà la sonnette d'alarme sur le manque d'investissement dans l'intelligence artificielle. [/note] Face à ce constat, la Commission européenne tente de nous rassurer en prétendant qu'« une hausse des investissements dans la défense aurait des effets d'entraînement positifs sur l'ensemble de l'économie, contribuant à la compétitivité, à la création d'emplois et à l'innovation dans de nombreux secteurs, de l'aéronautique à la construction navale, de la sidérurgie à l'espace, des transports à l'intelligence artificielle. [TDLR] »²¹ L'exemple le plus souvent cité pour appuyer cette idée est celui d'Internet, présenté comme le fruit des programmes militaires américains. Ce raisonnement ne tient pas et cette stratégie risque encore d'aggraver notre retard technologique dans tous ces domaines civils. Dans son best-seller *The Entrepreneurial State*, l'économiste Mariana Mazzucato revient sur la genèse d'Internet, financée à ses débuts par la DARPA, l'agence du ministère de la Défense américain²². Elle montre que ce n'est pas la finalité militaire des investissements qui a été déterminante, mais bien le rôle stratégique joué par l'État : financement de recherches à long terme, coordination entre universités, entreprises et laboratoires autour de projets ambitieux, indépendamment de leur rentabilité immédiate. En clair, si

l'ancêtre d'Internet a vu le jour dans un cadre militaire, c'est grâce à une politique publique visionnaire — pas à la logique militaire elle-même. Et ce n'est que dans un cadre civil et l'ambition de dizaines de milliers de chercheurs et scientifiques du Centre européen de recherches nucléaires (CERN) de faire circuler rapidement leurs découvertes scientifiques que la forme moderne de l'Internet, a pu se développer à partir du début des années 90. Il n'y a donc aucune raison de croire qu'un détour par l'investissement dans la recherche militaire soit nécessaire. Au contraire, ce détour peut même s'avérer contre-productif, le secret défense freinant la diffusion des innovations vers les usages civils. Et surtout, une augmentation des crédits militaires se fera au détriment de la recherche & développement civile, avec même un possible impact négatif sur le volume global d'innovation. Loin des illusions des retombées militaires, nous avons besoin d'un véritable plan d'investissements publics massifs dans les technologies civiles du futur, à l'échelle européenne. Sans cela, notre retard technologique — et la désindustrialisation qui l'accompagne — ne fera que s'aggraver. Nous n'avons ni un euro à gaspiller, ni un seul cerveau à détourner des priorités technologiques essentielles pour les consacrer à des programmes militaires.

Les dépenses militaires au détriment de la transition énergétique, industrielle et climatique

La militarisation de notre économie ne constitue pas non plus une réponse à la crise que les secteurs les plus énergivores comme la sidérurgie ou la chimie vivent en ce moment. Elle va détourner les moyens nécessaires qu'il faut investir dans la transition énergétique. Ces secteurs sont pris en étau entre la hausse des coûts énergétiques et – pour différentes raisons – une demande industrielle en berne. Sans solution structurelle à cette double pression, c'est tout l'avenir industriel du continent qui est mis en péril²³. L'énergie est le socle de toute activité économique. Elle fait tourner les trains, chauffe les logements, alimente les machines qui produisent les biens que nous utilisons chaque jour. Sans énergie abondante et abordable, il n'y a pas de relance industrielle possible. Mais aujourd'hui, l'Europe est prise dans une dépendance problématique : au gaz russe hier, au gaz liquéfié américain aujourd'hui. Une dépendance coûteuse – concrètement l'énergie coûte entre deux et quatre fois plus cher en Europe qu'aux États-Unis ou en Chine²⁴ –, instable, et fondamentalement contraire aux impératifs de la transition climatique. Sortir de cette dépendance à une

énergie fossile, chère et polluante nécessite des investissements massifs dans l'énergie renouvelable. Pour atteindre ses objectifs en matière d'énergie renouvelable, l'Union européenne estime qu'il faudrait mobiliser plus de 570 milliards d'euros d'investissements par an d'ici 2030, et même 690 milliards d'euros par an durant la décennie suivante. Ces sommes colossales doivent financer à la fois la production d'énergies renouvelables, les infrastructures de transport et de stockage, et la transformation des réseaux²⁵. Pourtant, à l'heure actuelle, les investissements atteignent à peine un peu plus de la moitié de ce niveau²⁶. Pourquoi un tel écart entre les besoins et la réalité ? Selon l'économiste et professeur de l'université d'Uppsala, Brett Christophers, le marché capitaliste est incapable de répondre à ce défi. Dans son livre *The Price is Wrong. Why Capitalism Won't Save the Planet*, il démontre que les perspectives de profits à court terme dans les énergies renouvelables sont trop faibles et incertaines pour attirer les capitaux privés à la hauteur des besoins²⁷. Or, les plans de la Commission européenne continuent pourtant de s'entêter dans cette voie : la stratégie reste centrée sur le marché et le bon vouloir des grandes multinationales de l'énergie. Les grands industriels à haute intensité énergétique manifestent également leur scepticisme face aux plans de la Commission. Aditya Mittal, CEO d'Arcelor-Mittal, souligne combien les coûts de l'énergie rendent les projets de décarbonation difficilement réalisables en Europe: « Il reste essentiel de s'attaquer aux coûts élevés de l'énergie, qui rendent très difficile pour l'industrie de progresser dans des projets de décarbonation d'envergure. [TDLR] »²⁸ Wouter Remeyens, CEO de BASF Antwerpen et président de la fédération chimique Essenscia, déplore quant à lui : « Nous restons sur notre faim concernant le principal point sensible pour l'industrie : les coûts de l'énergie. À part les achats groupés, je ne lis pas grand-chose de concret à ce sujet. [TDLR] »²⁹ Même si leur objectif est clairement aussi d'accroître la pression pour obtenir davantage d'aides d'État et de subsides pour augmenter leurs profits, le problème énergétique qu'ils soulèvent n'en est pas moins réel — et les solutions avancées par la Commission, largement insuffisantes. À titre de comparaison, la Chine a investi plus que les États-Unis et l'Union européenne réunis dans les énergies renouvelables en 2023. Et 2023 n'a rien d'une exception : sur l'ensemble des dix dernières années, la Chine a systématiquement investi plus qu'eux.³⁰ « La Chine, historiquement et encore aujourd'hui, est le leader mondial en matière d'investissements dans l'énergie so-

laire et éolienne – tant en ce qui concerne les centrales solaires et éoliennes produisant de l'électricité de manière renouvelable que les technologies de turbines et de cellules », explique Brett Christophers. Ces résultats « sont (...) aussi éloignés que possible de développements guidés par le marché. Il ne s'agit pas ici du secteur privé identifiant des opportunités d'investissement, évaluant les perspectives de rentabilité et décidant – investir ou non ? – en conséquence. Il s'agit de l'État, (...) mobilisant toutes les ressources nécessaires à sa disposition pour garantir qu'il tiendra ses engagements [TDLR] », continue le professeur de l'université d'Uppsala. Répondre à ce défi énergétique est une condition sine qua non pour relancer notre industrie, réduire notre dépendance énergétique et respecter nos engagements climatiques. Les investissements dans l'infrastructure énergétique offriraient également d'importants débouchés pour notre industrie. La transition énergétique – de la construction des capacités de production d'énergie renouvelable au stockage de l'énergie, en passant par les infrastructures de transport et sans oublier tout ce qui concerne l'isolation des bâtiments – exige des volumes considérables de matériaux, de composants et de technologies, ouvrant ainsi des perspectives industrielles considérables pour la sidérurgie, la chimie et l'ensemble du tissu industriel. Une étude du FMI, incluant également des pays européens, montre que les investissements dans les énergies renouvelables ont un effet multiplicateur élevé : un investissement équivalent à 1% du PIB entraîne une hausse du PIB total comprise entre 1,11% et 1,54% dans les années qui suivent, soit plus de deux fois plus que des dépenses équivalente dans l'armement. Cette efficacité s'explique notamment par le fait que les énergies renouvelables génèrent plus d'emplois locaux, stimulent davantage l'économie intérieure et dépendent moins des importations.³¹ Cela nécessite de sortir du dogme du marché et de reprendre en main le secteur énergétique pour investir massivement. Mais chaque euro alloué à l'industrie militaire est un euro qui manque pour ces investissements vitaux. On ne bâtira pas une industrie solide sur la base de dépenses militaires. Car il n'y aura pas de continent fort sans base industrielle solide, et pas d'industrie forte sans énergie bon marché, verte et abondante.

Une guerre sociale contre les travailleurs

Partout en Europe, les gouvernements ouvrent grand les robinets pour gonfler les budgets militaires.

(A suivre)

ARABIE SAOUDITE

Nouvel objectif de taux de chômage de 5% d’ici 2030

L'Arabie saoudite a révisé son objectif de taux de chômage à 5 pour cent d'ici 2030, contre 7 pour cent précédemment, dans le cadre des ambitions de la Vision 2030, a révélé un responsable. Lors d'une table ronde au Forum budgétaire 2024, le ministre des Ressources humaines et du Développement social, Ahmed Al-Rajhi, a détaillé les progrès accomplis par le Royaume pour améliorer les chiffres de l'emploi. "Le taux de chômage chez les Saoudiens était de 12,8 pour cent en 2018, et il est aujourd'hui tombé à 7,1 pour cent. L'objectif de la Vision 2030 était de réduire le taux de chômage saoudien à 7 pour cent d'ici 2030, une étape que nous avons franchie avec six ans d'avance", a déclaré Al-Rajhi. Il a ajouté: "C'est pourquoi Son Altesse Royale le prince héritier a ordonné une révision de cet objectif, et nous avons maintenant une nouvelle ambition: réduire le taux de chômage des Saoudiens à 5 pour cent d'ici 2030". Cette décision souligne les progrès réalisés par l'Arabie saoudite dans la mise en place d'un marché du travail solide et dans la diversification de son économie dans le cadre de son programme de réformes. Le système des ressources humaines et du développement social est profondément impliqué dans la mise en œuvre de la Vision 2030, contribuant à huit de ses onze programmes clés et gérant six stratégies spécifiques de développement social et de la main-d'œuvre.

"L'une des réalisations du système, et du gouvernement dans son ensemble, est que cette année, nous avons atteint un taux de chômage global de 3,3 pour cent, contre 6 pour cent en 2018", a déclaré Al-Rajhi. En ce qui concerne la participation des femmes, le taux de participation économique des femmes a atteint 35 pour cent, dépassant l'objectif de la Vision 2030 de 30 pour cent d'ici 2030. "Nous avons dépassé l'objectif de 5 pour cent avec sept ans d'avance, et nous avons maintenant un nouvel objectif à atteindre", a déclaré le ministre. Al-Rajhi a expliqué que le Royaume a été chargé de mettre à jour cette stratégie et que le ministère a présenté un nouveau plan ambitieux visant à faire du marché du travail saoudien l'un des plus solides au monde. "La deuxième phase de cette stratégie attend maintenant l'approbation du gouvernement", a-t-il déclaré.

TUNISIE

L’ARP se penche sur un projet de prêt de 70 millions de dollars au profit de la STEG

L’ARP s’apprête à examiner et à approuver un projet de loi relatif à un accord de prêt en vertu duquel la Société internationale islamique de financement du commerce (ITFC) accordera à la Société tunisienne d’électricité et de gaz (STEG) un prêt de 70 millions de dollars (environ 217 millions de dinars) pour financer l’importation de gaz naturel.

La STEG a besoin de ce financement, obtenu dans le cadre du mécanisme de « Mourabaha », pour accroître ses achats de gaz naturel destiné à la production d’électricité, compte tenu de la demande croissante pendant l’été, selon un document explicatif publié par la Présidence de la République, en tant qu’instance initiatrice. Selon ce même document, le prêt prendra la forme d’un accord de Mourabaha

conclu le 12 mars 2025 entre la STEG et l’institution susmentionnée, garanti par l’État tunisien. Les conditions du prêt comprennent l’adoption d’un contrat Mourabaha approuvé par les institutions financières islamiques, un taux de swap avec une marge de 4 % et une période de remboursement de 12 mois à compter de la date du premier tirage, selon le projet de loi soumis à la Commission des finances et du budget. L’accord Mourabaha a été

conclu en raison de l’importance de l’approvisionnement de l’entreprise en gaz naturel pour la production d’électricité et de la nécessité de sécuriser et de diversifier les sources de financement nationales et étrangères pour mobiliser les ressources nécessaires afin que l’entreprise puisse remplir ses obligations contractuelles envers ses fournisseurs, contribuant ainsi à la sécurité énergétique de la Tunisie, selon le document de justification.

MAURITANIE

Lancement du rapport de la Banque africaine sur les perspectives économiques mauritaniennes 2025

Le ministère de l’Économie et des Finances a accueilli, ce jeudi, à Nouakchott, une réunion consacrée au lancement du rapport annuel de la Banque africaine de développement (BAD) sur les perspectives économiques de la Mauritanie pour 2025, intitulé “Tirer le meilleur parti du capital de la Mauritanie pour renforcer son développement”. Le Secrétaire général du ministère de l’Économie et des Finances, M. Yacoub Ahmed Aïcha, a expliqué dans son discours à cette occasion que le titre du rapport reflète avec précision les efforts nationaux déployés pour développer le capital humain et naturel, ainsi que le travail acharné visant à valoriser les capacités

économiques, à lutter contre le chômage et à stimuler une croissance durable. Il a ajouté que le thème du développement du capital humain a constitué l’un des axes du programme de Son Excellence le Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, incarné par le gouvernement de Son Excellence le Premier ministre, M. El Mokhtar Ould Djay, à travers les investissements importants destinés à soutenir le système éducatif, sanitaire, la formation professionnelle et l’emploi des jeunes. Il a souligné que le gouvernement s’est efforcé ces dernières années d’accélérer les réformes économiques pour renforcer le

cadre macroéconomique et mobiliser davantage de recettes fiscales, soulignant que les perspectives économiques seront favorables, le gouvernement intensifiant ses investissements pour assurer une meilleure utilisation de ses ressources. Le Secrétaire général a salué la qualité du rapport publié par le Groupe de la Banque africaine de développement, indiquant que les recommandations innovantes qu’il contient mettent en lumière les défis structurels auxquels est confrontée la pleine valorisation des ressources nationales, y compris les recettes fiscales, les ressources naturelles, le capital humain et privé, ainsi que les mécanismes de financement.

Le Secrétaire général a salué l’initiative distinguée de la Banque africaine de partager son travail analytique avec les autorités nationales et tous les acteurs, dans le but de discuter des questions centrales des politiques publiques et des défis du développement. De son côté, la directrice générale adjointe pour l’Afrique du Nord et Directrice du bureau de liaison de la Banque africaine de développement en Mauritanie, Mme Malinne Blomberg, a déclaré que ce rapport vise à approfondir le dialogue politique sur les questions de développement économique du pays avec le gouvernement, les partenaires au développement et les investisseurs.

ÉGYPTE

Le Caire mise sur le solaire industriel avec la construction du complexe d’Ain Sokhna

L’Égypte ambitionne d’atteindre 42% d’énergies renouvelables dans son mix d’ici 2030. Mais sa progression reste freinée par une faible mobilisation du secteur privé et les limites de son réseau électrique. Le solaire en particulier, demeure sous-exploité. Depuis le jeudi 19 juin, un complexe industriel solaire photovoltaïque est en construction dans la zone économique du canal de Suez (SCZONE), à Ain Sokhna en Égypte. Cette infrastructure de 20 hectares qui sera structurée autour de la production locale de composants solaires, répond à l’objectif de faire émerger un pôle industriel dédié au renouvelable. Le projet est adossé à un investissement de 200 millions USD porté par le groupe chinois Sunrev, et structuré en deux phases. La première porte sur l’assemblage de modules photovoltaïques, tandis que la seconde intègre la production locale de silicium et de wafers, matériaux essentiels à

la fabrication des cellules solaires. Ces initiatives entrent dans le cadre d’une stratégie plus large portée par l’Autorité générale de la zone économique du canal de Suez, organisme public autonome chargé de piloter le développement industriel et logistique de cette vaste zone. Celle-ci bénéficie d’un positionnement stratégique, avec un accès direct à six ports, des routes, des voies ferrées et des connexions maritimes reliant la Méditerranée à la Mer Rouge. Elle offre également des incitations fiscales et douanières attractives pour les investisseurs, ainsi qu’un cadre juridique simplifié. Ce cadre d’incitations fiscales, de facilités réglementaires et d’infrastructures est présenté comme un levier de relocalisation industrielle dans les filières vertes. La zone a déjà attiré des engagements clés dans l’énergie propre, avec plus de 64 milliards USD d’accords signés sur les segments de l’hydrogène vert, du so-

laire et de l’éolien. Par ailleurs, ce périmètre dispose de plus de 460 km² de terrains disponibles et de conditions climatiques favorables à la production d’énergie solaire, notamment dans le golfe de Suez. Le complexe lancé à Ain Sokhna s’inscrit ainsi dans un tournant stratégique amorcé par les autorités égyptiennes. Il illustre la volonté de structurer une filière industrielle verte intégrée, capable de produire localement, d’exporter et de renforcer la sécurité énergétique d’un pays qui fait face à des défis, dans un contexte de baisse de la production de gaz naturel ces derniers mois. Le site prévoit d’exporter chaque année pour 300 millions USD de modules solaires fabriqués localement. Cette capacité fait de la zone économique du canal de Suez un futur centre d’exportation vers l’Afrique, le Moyen-Orient et l’Europe du Sud, au service de la stratégie de sécurité énergétique portée par l’État égyptien.

DÈS LE 1^{ER} AOÛT 2025

Le Burkina Faso taxera les intérêts perçus sur les nouveaux emprunts UEMOA

A travers cette mesure, le gouvernement burkinabè met fin à une exonération non encadrée, qui a engendré des pertes fiscales importantes pour l’Etat.

À partir du 1^{er} août 2025, les intérêts perçus sur les nouveaux emprunts obligataires émis dans l’Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) seront imposables au Burkina Faso. La mesure est contenue dans une circulaire signé du ministre de l’Economie et des Finances, Aboubakar Nacanabo (photo), publiée le lundi 23 juin 2025. Elle concerne tous les nouveaux emprunts (obligations, bons...) qui seront émis à partir d’août prochain. Seuls les emprunts contractés par l’Etat burkinabè ou ses démembrements continueront à profiter d’une exonération fiscale.

Une pratique d’exonération jusqu’ici non encadrée

Jusqu’à présent, les intérêts versés aux in-

vestisseurs burkinabè sur des emprunts émis dans l’UEMOA par la Côte d’Ivoire, le Sénégal, le Niger, le Bénin, la Guinée-Bissau, le Mali, et le Togo sont exonérés d’impôt au Burkina Faso. Cette exonération n’était pourtant pas encadrée juridiquement et faisait perdre de l’argent à l’Etat. La situation a engendré « des pertes fiscales importantes pour le budget de l’Etat », informe le ministère.

Avec cette réforme, les obligations émises par d’autres Etats membres de l’UEMOA pourraient devenir moins attractives pour les investisseurs burkinabè, puisqu’elles ne profiteront plus d’un avantage fiscal. Les investisseurs locaux pourraient privilégier les obligations émises par l’Etat burkinabè. Cette réforme pourrait aussi renforcer les ressources budgétaires nationales, en cap-

tant une part des revenus générés par les placements financiers. Les établissements financiers et prêteurs burkinabè ont été invités à prendre les dispositions nécessaires pour appliquer cette règle et s’assurer que les impôts soient bien collectés sur les intérêts des obligations, sauf si l’émetteur est l’Etat burkinabè.

Notons que les investisseurs burkinabè privilégient de plus en plus les titres d’emprunt émis par l’Etat. Le 18 juin 2025, le Burkina Faso a levé 32,99 milliards de francs CFA (59 millions de dollars) sur le marché financier régional via une émission de bons et obligations du Trésor.

Cette opération a attiré les investisseurs burkinabè (35,96%), ivoiriens (30,96%) et sénégalais (21,77 %), regroupant à eux seuls plus de 89% du montant levé.

SELON AFREXIMBANK

Le commerce en Afrique a renoué avec la croissance (+13,9%) en 2024

Malgré les progrès, le commerce africain reste fragile face à la volatilité des marchés internationaux, soulignant l’urgence d’accélérer l’industrialisation, la diversification et la production à plus forte valeur ajoutée pour assurer une croissance durable. Après une contraction de 5,4% en 2023, le commerce total de marchandises sur le continent a progressé de 13,9% en 2024, atteignant 1500 milliards de dollars, selon un rapport publié par la Banque africaine d’import-export (Afrexim-

bank). Les échanges intra-africains, quant à eux, ont affiché une croissance de 12,4% à 220,3 milliards de dollars. Cette progression est perçue comme une conséquence des premiers effets de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), qui facilite les échanges entre les pays africains. Malgré ces chiffres positifs, plusieurs déséquilibres structurels persistent. « La part de l’Afrique dans les exportations mondiales a connu un léger déclin, passant de 3,5 % en 2009 à 3,3 % en 2024 », indique

Afreximbank ; ce qui souligne la dépendance continue du continent aux matières premières brutes. Le rapport insiste sur la nécessité d’accélérer l’industrialisation et la diversification économique pour mieux intégrer l’Afrique dans les chaînes de valeur mondiales et stimuler le commerce intra-régional. Un autre défi majeur identifié est le déficit en financement du commerce, estimé à environ 100 milliards de dollars par an. Dans ce cadre, Afreximbank affirme avoir accordé en 2024 plus de 17,5 mil-

liards de dollars en financements commerciaux et prévoit de porter ce montant à 40 milliards de dollars, d’ici 2026 afin de soutenir davantage les échanges. Le document souligne aussi l’importance de promouvoir la ZLECAf, qui devient un pilier de la résilience commerciale dans la région. Il met également en avant le rôle croissant du Système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS), qui facilite les transactions transfrontalières en réduisant la dépendance aux devises étrangères.

POUR SÉCURISER SON APPROVISIONNEMENT ÉNERGÉTIQUE

La Zambie réaménage le volet logistique

Le déficit d’infrastructures logistiques a été identifié comme l’un des principaux obstacles à la sécurisation durable de l’approvisionnement en carburant de la Zambie. Dans un contexte de défis énergétiques, la Zambie déploie une stratégie de maîtrise de

sa chaîne d’approvisionnement pétrolière. C’est ce que suggère l’annonce cette semaine par l’Energy Regulation Board (ERB) de l’attribution de 43 licences et 6 permis de construire dans des domaines de l’énergie. Si ces autorisations incluent quelques projets solaires, c’est surtout du côté pétrolier

que l’effort est notable. Plusieurs accréditations ont en effet été attribuées à des entreprises pour mettre en circulation ou exploiter plus de 85 camions-citernes. D’autres ont été accordées pour l’exploitation de 6 nouvelles stations-service. Selon un répertoire commercial recensant les sta-

tions dans le pays, la Zambie en comptait 439 fin d’avril 2025. En janvier, des médias locaux citant Elijah Sichone, le patron de l’ERB, ont rapporté une « rupture de stock d’essence » dans plus de 100 « stations-service à Lusaka et dans d’autres villes ».

NAMIBIE

Bannerman vise 55 millions \$ pour faire avancer le projet d’uranium Etango

La décision finale d’investissement (FID) marque le feu vert pour lancer la construction d’un projet. Après 2 reports consécutifs en 2024, Bannerman vise désormais la FID pour sa mine d’uranium namibienne Etango d’ici fin 2025. Dans une note publiée le jeudi 26 juin, Bannerman Energy annonce avoir reçu l’engagement d’investisseurs institutionnels pour un placement d’actions visant à lever environ 85 millions de dollars australiens (environ 55 millions USD). Cumulés au solde de la trésorerie de la compagnie, ces fonds devraient, apprend-on, financer les travaux prélimi-

naires engagés sur le site du projet d’uranium Etango en Namibie, en vue de la décision finale d’investissement (FID) prévue cette année. Dans le détail, Bannerman indique pouvoir disposer d’une trésorerie de 140 millions de dollars australiens dès la finalisation du placement d’actions, montant qui inclut 55 millions AUD détenus actuellement dans la trésorerie. Une partie de cette somme, soit 64 millions AUD, sera allouée aux activités de construction pré-FID, dont les travaux de terrassement et de conception. 40 millions AUD sont par ailleurs prévus pour les infrastructures hydriques et

électriques, tandis qu’une part restante de 36 millions AUD servira de fonds de roulement général pour la société. Grâce à ce financement, Bannerman entend ainsi progresser dans le développement du projet, qui a été retardé en 2024 avec deux reports successifs de la FID. Cette future mine qui pourrait à terme renforcer la production namibienne d’uranium, est capable de produire 52,6 millions de livres d’uranium sur 15 ans selon une étude de faisabilité publiée en 2022. Son développement survient dans un contexte particulièrement favorable pour le nucléaire civil, lequel devrait entraîner une hausse de 28% de la de-

mande mondiale d’uranium entre 2023 et 2030, selon la World Nuclear Association. Alors qu’elle mise sur Etango pour tirer profit de cette tendance, Bannerman doit toutefois encore remplir certaines conditions essentielles avant la FID. Outre les travaux en cours, la mobilisation d’un investissement initial de 317 millions USD pour la construction de la mine n’est toujours pas finalisée. La compagnie envisage notamment un financement par endettement ou de s’associer à un partenaire de coentreprise, mais les contours de cette démarche demeurent flous.

RWANDA

La BAD lance un projet de téléphérique à Kigali

Le Groupe de la Banque africaine de développement a approuvé un don de 500 000 dollars pour réaliser une étude de faisabilité de la première phase d’un réseau de transport par téléphérique à Kigali, qui constituera la première expérience de système de transport urbain aérien en Afrique subsaharienne. Ce projet est une initiative de Ropeways Transit Rwanda Limited (RTRL). Les fonds, issus du Fonds de développement urbain et municipal du Groupe de la Banque, devraient ouvrir la voie au projet de téléphérique urbain de Kigali, une initiative de mobilité de 5,5 kilomètres évaluée à 100 millions de dollars qui promet de réduire les embouteillages dans la capitale rwandaise, de diminuer les émissions de gaz à effet de serre et de relier les communautés mal desservies aux emplois et aux services essentiels. Le Fonds de développement urbain et municipal (UMDF), un fonds fiduciaire hébergé par le Groupe de la Banque africaine de développement, apporte un soutien direct aux villes afin de mobiliser des financements et une assistance technique, de développer des partenariats, l’engagement des villes, l’identification de projets et des investissements. La phase 1 du projet comprendra deux corridors de transport essentiels : le premier du parc de taxis de Nyabugogo au centre d’affaires (CBD), et le second du centre de congrès à la cité sportive de Kigali, reliant des sites publics tels que le stade Amahoro, la BK Arena et le nouveau tribunal de Zaria.

POINT-MARCHÉS

Les Bourses mondiales prudentes à l’entame d’une semaine chargée

Les Bourses mondiales sont en hausse lundi à l'entame d'une semaine chargée en publications économiques, dans l'attente du projet de loi budgétaire poussé par Donald Trump et des évolutions des négociations commerciales entre les Américains et leurs partenaires commerciaux.

En Europe, la Bourse de Paris reculait légèrement de 0,11% vers 07H30 GMT, Francfort évoluait autour de l'équilibre (+0,01%), tout comme Londres (+0,04%), Milan (+0,00%) et Zurich (-0,03%). En Asie, Tokyo a gagné 0,83%, Séoul 0,52%, Sydney 0,33%. La Bourse de Hong Kong (-0,45%) était quant à elle minée par l'annonce d'une nouvelle contraction de l'activité manufacturière en Chine en juin, pour le troisième mois d'affilée. "Cette semaine sera écourtée par les jours fériés", bousculant l'agenda de quelques publications économiques, écrit Jim Reid, économiste de Deutsche Bank dans une note. "Le rapport sur l'emploi aux Etats-Unis sera publié exceptionnellement jeudi avant le jour férié de l'Independence Day vendredi. Les données sur l'activité manufacturière américaine (ISM) seront publiés mardi et mercredi", détaille l'économiste.

Une série de données sur l'activité économique du secteur privé (PMI) cette semaine "donnera une bonne indication de la dynamique économique mondiale en juin", ajoute Jim Reid. Parmi les autres temps forts à l'agenda des investisseurs, le forum annuel de la Banque centrale européenne (BCE) à Sintra, au Portugal, qui débute lundi jusqu'au 2 juillet, ainsi que des chiffres d'inflation en Europe. Aux Etats-Unis, "les espoirs de voir les baisses d'impôts de Trump entrer en vigueur cette semaine alimentent la hausse des marchés d'actions", commente Kathleen Brooks, directrice de la recherche économique de XTB. Donald Trump espère que le projet de loi parviendra sur son bureau pour promulgation avant le 4 juillet, jour de la fête nationale. Sa "One Big Beautiful Bill", comme il l'a

baptisée, promet notamment la prolongation de massifs crédits d'impôt adoptés lors de son premier mandat, mais aussi l'élimination de l'imposition sur les pourboires, ou encore des milliards de dollars supplémentaires pour la défense et la lutte contre l'immigration. "Ce budget, qui pourrait creuser le déficit américain de 3.300 milliards de dollars supplémentaires sur dix ans, n'inquiète pas la Bourse, mais pèse toutefois sur le dollar", poursuit Kathleen Brooks. Le billet vert reculait de 0,15% vers 07H30 GMT, à 1,1736 dollar pour un euro. "Le président Trump souhaite que ce soit bouclé avant le jour férié de vendredi. À ce moment-là, l'attention se tournera rapidement vers la date limite du 9 juillet pour la prolongation des droits de douane réciproques", note Jim Reid.

La défense européenne sous le radar

Si depuis le début de l'année, les actions européennes ont en moyenne enregistré de meilleures performances que les américaines, leur progression a marqué le pas en juin, "notamment en raison du ralentissement du secteur de la défense", souligne Kathleen Brooks. Depuis le début du mois, le géant américain des semi-conducteurs Nvidia "a gagné plus de 15%", tandis que le fabricant d'armes allemand Rheinmetall perdait plus de 5%, illustre Kathleen Brooks. Ces trajectoires questionnent "la soutenabilité des valorisations élevées de certaines valeurs de la défense européenne", dont les cours se sont envolés depuis le début de l'année, estime l'analyste. Depuis le 1er janvier, le cours de Rheinmetall s'est envolé de plus de 185%,

celui de Hensoldt de près de 180% et celui de Thyssenkrupp de plus de 135%. De la même manière, à Milan, depuis le 1er janvier, le groupe Fincantieri, premier constructeur naval italien, affichait un gain de plus de 130%. Saab, géant suédois de la défense, bondissait de près de 130%.

Pétrole en berne

Le marché du pétrole restait sur ses gardes lundi, hésitant entre les incerti-

tudes économiques persistantes et la fragilité de la situation géopolitique au Moyen-Orient, après que Donald Trump a écrit sur son réseau Truth Social qu'il n'envisageait plus de lever les sanctions contre l'Iran. Vers 07H30 GMT, le baril de WTI américain reculait de 0,34% à 65,30 dollars et celui de Brent de la mer du Nord de 0,18% à 67,65 dollars. L'or avançait de 0,67% à 3.296,21 dollars l'once (31,1 grammes).

بنك الجزائر

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 26 Juin 2025

Valeur : 30 Juin 2025

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		129.4806	129.4956
1	EUR	EURO		151.2204	151.2768
1	GBP	POUND STERLING		178.0047	178.0743
100	JPY	JAPANESE YEN		89.9546	89.9962
1	CNY	CHINESE YUAN		18.0650	18.0676
1	CHF	SWISS FRANC		161.6487	161.7482
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		94.5390	94.5638
1	DKK	DANISH KRONE		20.3391	20.3427
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.7165	13.7307
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.8187	12.8227
1	AED	UAE DIRHAM		35.2530	35.2618
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.5236	34.5294
1	KWD	KUWAITI DINAR		423.5545	423.7421
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.7556	44.1954
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.2172	14.2189
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.8480	23.9705
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2428	3.2528
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.0845	177.0845

BOURSE ZURICH

Portée par l’espoir d’avancées sur les droits de douane

La Bourse suisse a ouvert lundi sur une note légèrement positive, portée par l'espoir d'avancées sur l'épineux dossier des droits de douane. Alors que l'actualité des entreprises était au ralenti, les investisseurs auront d'importantes données macroéconomiques à analyser cette semaine. Au Royaume-Uni, des droits de douane réduits sur les exportations des secteurs automobile et aérospatial vers les Etats-Unis entrent en vigueur ce lundi. Le gouvernement canadien a quant à lui annoncé dimanche annuler une taxe visant les géants de la technologie dans l'espoir de parvenir à un accord commercial avec Washington. Le président américain Donald Trump avait mis fin aux discussions en raison de cette taxe. Alors que la date butoir du 9 juillet pour l'entrée en vigueur pour les

droits de douane dans l'UE et la Suisse approche, "l'espoir est grand" que ces tarifs "ne soient pas introduits", a estimé Jochen Stanzl, analyste de CMC Markets. "Dans le meilleur cas, l'Union européenne accepte provisoirement les droits de douane généraux de 10%, afin de poursuivre les négociations au-delà du 9 juillet", a-t-il détaillé. Outre l'évolution de la guerre commerciale, les intervenants vont scruter ce lundi l'inflation en juin en Allemagne et la croissance économique au Royaume-Uni au premier trimestre. Suivront mardi l'inflation en zone euro en juin et jeudi le taux de chômage aux Etats-Unis et les prix à la consommation en Suisse le même mois. En Suisse, les perspectives économiques se détériorent. Après une légère hausse le mois précédent, le baromètre conjoncturel du

KOF a atteint son plus bas niveau depuis le début de l'année. Peu avant 09h10, l'indice vedette SMI montait péniblement de 0,17% à 12'002,02 points, après avoir clôturé vendredi en progression de 0,84%. Le SLI gagnait 0,21% à 1972,35 points et le SPI prenait 0,15% à 16'631,95 points. Une majorité de valeurs vedettes s'affichait dans le vert, portées par Partners Group (+1,5%), Schindler (+0,9%) et UBS (+0,8%). Les analystes d'UBS ont abaissé l'objectif de cours du gestionnaire d'actif zougais, mais confirmé leur recommandation à l'achat. Le fabricant d'ascenseurs lucernois profitait quant à lui d'un relèvement de cours et également d'une confirmation à "buy" par Jefferies. La banque aux trois clés va lancer un nouveau programme de rachat d'actions sur deux ans visant à acquérir jusqu'à 2 milliards de dollars

de titres. Celui-ci devrait démarrer le 1er juillet. Roche (stable) a enregistré deux départs au sein de sa direction élargie. Les deux autres poids lourds de la cote Novartis (-0,2%) et Nestlé (+0,5%) partaient dans des directions opposées. A l'autre bout du tableau se trouvaient SIG Group (-1,8%), Swatch Group (-1,4%) et Sika (-0,4%). L'horloger biennois faisait les frais d'un abaissement d'objectif de cours par UBS. Les analystes de la banque zurichoise ont par ailleurs confirmé leur recommandation à la vente. Sur le marché élargi, Galderma (-2,1%) a vu sa recommandation rabotée à "neutral", contre ""buy" précédemment, par UBS. Forbo (-3,8%) a pris note du départ en fin d'année de son trésorier Andreas Jaeger, qui officie accessoirement en qualité de directeur

général par intérim depuis février. Addex (+2,0%) va investir 2 millions de francs suisses dans son homologue suisse Stalica, développant notamment des traitements contre le trouble du spectre de l'autisme (TSA). Idorsia (+7,7%) a enregistré un succès d'étape dans le développement d'un vaccin de nouvelle génération. Les premières données cliniques sur ce traitement prophylactique expérimental laissent entrevoir une bonne tolérabilité et un profil d'innocuité favorables, en plus d'induire une réaction antigénique contre la bactérie clostridium difficile et ses spores. Leonteq (stable) proposera une réduction "significative" de la rémunération des membres de son directoire pour l'exercice 2026 lors d'une assemblée générale extraordinaire.

POUR RELANCER SA CROISSANCE ÉCONOMIQUE L'Allemagne devrait renforcer la dynamique des entreprises et remédier aux pénuries de main-d'œuvre qualifiée

L'économie allemande a fait preuve de résilience, mais des réformes sont nécessaires pour libérer la dynamique des entreprises et l'investissement. Réduire les charges administratives qui pèsent sur les entreprises et les obstacles réglementaires à la concurrence, tout en remédiant aux pénuries de main-d'œuvre qualifiée, contribuera à relancer la croissance économique et à préserver un niveau de vie élevé dans tout le pays, selon un nouveau rapport de l'OCDE.

Le PIB devrait augmenter de 0,4 % en 2025 et de 1,2 % en 2026, d'après la dernière Étude économique de l'OCDE consacrée à l'Allemagne. L'inflation devrait s'établir en moyenne à 2,4 % en 2025 puis à 2,1 % en 2026. La récente réforme des règles budgétaires permettra d'accroître les dépenses de défense et de résorber l'important retard accumulé en matière d'investissement dans les infrastructures. Pour garantir la viabilité des finances publiques à moyen terme, il faudrait que cette réforme s'accompagne de mesures destinées à améliorer l'efficacité des dépenses, à les redéployer et à élargir la base d'imposition, tout en remédiant aux tensions grandissantes exercées sur les dépenses par le vieillissement de la population. Supprimer progressivement les incita-

tions financières à la retraite anticipée, tout en améliorant les conditions de travail des seniors et leurs incitations à rester plus longtemps en activité, contribuerait à stabiliser le système de retraite. « Il est essentiel de continuer d'accélérer les réformes structurelles pour relancer la croissance économique de l'Allemagne », a déclaré le Secrétaire général de l'OCDE, Mathias Cormann, lors du lancement de l'Étude à Berlin, aux côtés de la ministre fédérale allemande de l'Économie et de l'Énergie, Katherina Reiche. « Conjuguer la réforme des règles budgétaires avec des mesures ambitieuses destinées à réduire les charges administratives pesant sur les entreprises et les obstacles réglementaires à la concurrence, et à remédier aux pénuries de main-d'œuvre qualifiée, peut favoriser un

renforcement de la dynamique des entreprises, tout en stimulant la productivité et la croissance. » Il serait possible de faire diminuer les charges administratives des entreprises en déployant davantage d'efforts pour revoir, simplifier et harmoniser les règles et les procédures administratives en vigueur entre les différents niveaux d'administration. Une adoption plus poussée des outils numériques dans l'administration publique pourrait aussi alléger le fardeau que représentent l'immatriculation des entreprises et les procédures administratives. Afin de renforcer la concurrence, il conviendrait d'assouplir les critères d'accès à certaines professions et les obligations à satisfaire pour créer une entreprise.

FÂCHÉ PAR UNE TAXE

Donald Trump met fin brutalement aux négociations avec le Canada

Le président américain juge que la taxe sur les services numériques ciblant des grandes entreprises comme Amazon ou Google est un "coup direct et évident" porté aux États-Unis. Le président américain Donald Trump annonce vendredi mettre fin aux négociations commerciales avec son voisin canadien, jugeant que la taxe d'Ottawa sur les services numériques est un "coup direct et évident" porté aux États-Unis. "En raison de cette taxe scandaleuse, nous mettons fin à TOUTES les discussions com-

merciales avec le Canada, avec effet immédiat", a écrit le chef de l'Etat sur sa plateforme Truth Social. "Nous indiquerons au Canada dans les sept jours les droits de douane qu'ils devront payer pour faire des affaires avec les États-Unis d'Amérique", a ajouté M. Trump. Le Canada a mis en place une taxe sur les services numériques imposées aux grandes entreprises technologiques comme Amazon, Google, Uber, Meta ou Airbnb. Elle doit entrer en vigueur le 30 juin et prélever 3% sur les revenus supérieurs à 20 millions de dol-

lars des entreprises numériques canadiennes et étrangères qui génèrent un chiffre d'affaires mondial annuel supérieur à 1,1 milliard de dollars canadiens. Le président américain reproche aussi à l'Union européenne (UE) d'avoir mis en place une telle taxe, et en fait un levier de négociation dans les discussions commerciales avec le bloc européen.

Pressions sur le Canada

Depuis le début de l'année, le Canada, dont l'économie est ex-

trêmement intégrée à celle des États-Unis, est bouleversé par les menaces répétées et les volte-face du président américain sur les droits de douane. Donald Trump a notamment fait part de son souhait d'annexer son voisin. Début juin, le Premier ministre du Canada, Mark Carney, avait jugé "illégaux et injustifiés" et promis de répondre aux droits de douane doublés à 50% par le président américain Donald Trump sur l'acier et l'aluminium, dont le pays est le premier fournisseur des États-Unis.

DROITS DE DOUANE

L'Accord entre le Royaume Uni et les Etats Unis entré en vigueur

Les secteurs de l'automobile et de l'aérospatial britanniques font l'objet de droits de douane réduits, voire nuls. Les droits de douane réduits sur les exportations britanniques des secteurs automobile et aérospatial vers les États-Unis entrent en vigueur lundi, a annoncé le gouvernement britannique, qui négocie toujours avec Washington des exemptions pour l'acier. A partir de lundi, "les producteurs britanniques de voitures et du secteur aérospatial bénéficieront de réductions majeures de droits de douanes (...), l'accord commercial américano-britannique entrant en vigueur", a indiqué le ministère britannique du Commerce dans un communiqué. En mai, Londres et Washington ont

conclu un accord prévoyant la réduction de 27,5% à 10% des droits de douane sur les voitures (dans la limite de 100.000 véhicules par an). Il inclut également une baisse des droits, aujourd'hui de 10%, sur le secteur aérospatial, comme par exemple sur les moteurs d'avion du fleuron britannique Rolls Royce. Ces droits sont "supprimés aujourd'hui (lundi), avec un engagement de les maintenir à zéro", a indiqué le ministère du Commerce britannique, qui se réjouit d'un "soutien majeur" pour le secteur aérospatial. Le Premier ministre Keir Starmer s'est félicité de cette entrée en vigueur, qui va "préserver des secteurs clés" de l'économie britannique en "faisant économiser

des centaines de millions (de livres) chaque année et en protégeant des milliers d'emplois".

Négociations pour d'autres secteurs

En contrepartie de ces baisses de droits de douane, le Royaume-Uni a accepté d'ouvrir davantage son marché à l'éthanol ou au bœuf américains (tant que ce dernier respecte les normes britanniques de sécurité alimentaire), suscitant des inquiétudes dans l'industrie chimique et chez les agriculteurs britanniques. Londres négocie toujours en parallèle les exemptions de droits pour l'acier et l'aluminium, prévues dans l'accord annoncé en mai, contre 25% actuellement.

CHILI

L'inflation à 4,4%

Le taux d'inflation annuel du Chili a ralenti à 4,4% en mai 2025 contre 4,5% en avril, marquant le 17e mois consécutif où l'inflation est restée au-dessus de l'objectif de 2% - 4% de la Banque centrale du Chili. La baisse a été entraînée par une décélération des prix dans 9 des 13 sous-secteurs. L'inflation a baissé pour les loisirs et la culture (1,9% contre 2,2%), l'entretien de la maison (1,7% contre 2,7%) et les restaurants et hôtels (6,4% contre 6,7%), tandis que les prix des transports sont passés en déflation (-0,1% contre 0,4%). En revanche, les prix ont augmenté dans l'alimentation et les boissons non alcoolisées (4,6% contre 4,4% en avril) et le logement et les services publics (10,9% contre 10,6%). Dans la comparaison mensuelle, les prix à la consommation ont augmenté de 0,2% en mai, restant stables par rapport aux 0,2% enregistrés le mois précédent et conformes aux projections du marché

ESPAGNE

Chômage en hausse

Le taux de chômage en Espagne a augmenté à 11,36% au premier trimestre 2025, contre 10,61% au trimestre précédent, marquant le niveau le plus élevé en un an et dépassant les attentes du marché de 10,7%. Le nombre de chômeurs a augmenté de 193 700 pour atteindre 2,789 millions, tandis que l'emploi a diminué de 92 500 pour s'établir à 21,76 millions. Pendant ce temps, la population active a augmenté de 101 200, atteignant 24,55 millions. Le chômage a augmenté pour les deux sexes, avec 77 200 chômeurs de plus chez les hommes et 116 500 chez les femmes. Le taux de chômage féminin a grimpé de 0,88 point de pourcentage pour atteindre 12,72%, et le taux masculin de 0,61 point pour atteindre 10,14%. Par nationalité, le chômage a augmenté de 147 900 parmi les Espagnols (y compris les binationaux) et de 45 800 parmi les étrangers. Des pertes d'emplois ont été enregistrées dans tous les secteurs : services (+124 900), industrie (+21 100), construction (+13 700) et agriculture (+4 500)

Microsoft officialise (et détaille) la mise à jour 25H2 de Windows 11 : à quoi s'attendre ?

Microsoft a mis fin aux spéculations en confirmant officiellement l'arrivée de la prochaine mise à jour annuelle de son système d'exploitation, baptisée Windows 11 25H2. Prévue pour le second semestre 2025, cette version se concentre moins sur une avalanche de nouvelles fonctionnalités que sur une optimisation de son déploiement et de sa stabilité.

Après des semaines d'indices disséminés dans les versions préliminaires, la firme de Redmond a clarifié sa feuille de route pour la fin d'année. Cette mise à jour, qui succédera à la version 24H2, est déjà en test auprès des membres du programme Windows Insider sur le canal Dev. Si le calendrier précis reste à définir, une sortie entre septembre et octobre est anticipée, conformément au cycle habituel de Microsoft.

Une mise à jour de continuité, pas de rupture

La principale information concerne le processus de mise à niveau. Pour les PC tournant déjà sous Windows 11 version 24H2, le passage à la 25H2 sera aussi rapide qu'une mise à jour cumulative mensuelle. Microsoft déploiera cette version sous la forme d'un enablement package (eKB), ou paquet d'activation. Cette technologie active des fonctionnalités déjà présentes mais dormantes dans le système, ne nécessitant qu'un unique et bref redémarrage pour finaliser l'installation. C'est un changement majeur par rapport à la migration vers 24H2, qui imposait un OS swap, soit un remplacement complet des fichiers système, un processus bien plus long. Cette rapidité s'explique par le fait que les versions 24H2 et 25H2 partagent la même branche de maintenance et la



même plateforme, connue sous le nom de code Germanium. Les premières analyses des versions de test (builds) avaient déjà mis en évidence un saut de version mineur, passant de la build 26100 à 26200, un indice confirmant le caractère incrémental de cette mise à jour. Concrètement, cela signifie que Microsoft pourra diffuser les mêmes correctifs de sécurité pour les deux versions simultanément, bien que certaines nouvelles fonctionnalités resteront exclusives à la 25H2.

Microsoft a officiellement annoncé une sortie pour le second semestre 2025, visant probablement la période de sep-

tembre ou octobre, fidèle à son calendrier annuel. Une fois installée, la version 25H2 réinitialisera le cycle de support : 24 mois pour les éditions Famille et Pro, et 36 mois pour les éditions Entreprise et Éducation. Il est crucial de noter que les utilisateurs de versions antérieures à la 24H2, ou ceux migrant depuis Windows 10, devront toujours passer par une procédure d'installation complète et plus longue.

Un bouquet de nouveautés fonctionnelles sur fond de correctifs

Si la forme de la mise à jour est désor-

mais connue, le fond reste encore discret. Microsoft semble privilégier une stratégie de stabilisation avant de préparer le terrain pour de futures évolutions matérielles et logicielles.

Le géant de Redmond semble adopter un nouveau rythme : une mise à jour majeure riche en nouveautés, suivie d'une version de consolidation l'année suivante.

Cette approche permet de corriger les bogues, d'optimiser les performances et de peaufiner l'expérience utilisateur sur des bases stables avant d'introduire de nouveaux changements d'envergure. La version 25H2 s'inscrit parfaitement dans ce schéma, en se concentrant sur la fiabilisation de la plateforme Germanium introduite avec la 24H2.

En raison de l'utilisation d'un paquet d'activation, il ne faut pas s'attendre à une avalanche de fonctionnalités inédites.

La plupart des changements seront des activations d'options pré-intégrées dans le code de la version 24H2. Microsoft n'a pas encore détaillé la liste de ces nouveautés, mais elles devraient être mineures et viser à améliorer l'ergonomie et la cohérence de l'interface. L'essentiel du travail de développement a déjà été réalisé en amont. Microsoft évitera ainsi les écueils techniques qui ont rythmé le déploiement de la mise à jour 24H2.

Source : XDA-Developers

FUITE INTEL NOVA LAKE

Jusqu'à 60 % de perfs en plus...

Intel prépare le lancement de Nova Lake pour le second semestre 2026 : une génération qui doit lui permettre de revenir dans la course autant face à AMD (côté CPU) que face à TSMC (côté procédé de fabrication). Intel joue gros. La prochaine génération de processeurs de la firme américaine doit lui permettre de remettre la pression sur son concurrent AMD tout en affirmant le potentiel d'Intel Foundry, son département production. Cette génération Nova Lake devrait pouvoir compter sur de nombreuses innovations techniques pour qu'Intel remporte ce double pari grâce, notamment, au procédé de fabrication Intel 18A.

Une toute nouvelle architecture

Nous le disions en préambule, la génération de puces Nova Lake devrait être l'occasion de changer beaucoup de choses pour Intel qui, donc, marquera l'entrée en fonction de son procédé de gravure Intel 18A.

Un procédé qui doit lui permettre de revenir dans la course avec TSMC, le fondeur taïwanais étant de son côté largement au point sur le N2, son procédé 2 nm. Avec le 18A, Intel ambitionne de (re)conquérir certains partenaires de TSMC et les puces Nova Lake seront en quelque sorte la vitrine de cette nouvelle technologie d'où leur importance manifeste pour Intel Foundry.

Par ailleurs, Intel a prévu de revoir à la fois les cœurs performants (P) et les cœurs efficaces (E) de ses puces avec Nova Lake. On parle ici de cœurs P dits Coyote Cove et de cœurs E dits Arctic Wolf. Des cœurs qui, grâce au 18A encore lui, pourront être « entassés » sur les processeurs Nova Lake. Il faut effectivement savoir que les dernières rumeurs évoquent rien de moins que l'intégration de 52 cœurs sur la plus performante des puces Nova Lake alors qu'Intel est actuellement bloqué sur 24 cœurs avec la génération Arrow Lake.



Jusqu'à 1,6x plus performant en multi-thread

Les premières puces Nova Lake ne devraient pas sortir avant le second semestre de l'année prochaine, mais preuve qu'Intel joue gros, la firme américaine a déjà lancé la « communication » autour de cette génération. Enfin, « communication », le mot est un peu fort dans la mesure où le document déniché par VideoCardz n'avait pas vocation à

être diffusé et nos confrères ont d'ailleurs retiré leur source à la demande de celle-ci. Le sujet est sensible. Cette absence de source, considérant le sérieux de VideoCardz, ne change pas grand-chose à l'affaire et tout porte à croire que le document en question émane bien d'Intel avec des précisions sur les performances de Nova Lake. Ainsi, en single-thread, Intel avance une augmentation

moyenne (sur tout type d'applications/jeux) de 10 % des performances. Mieux, en multi-thread, on parle de 60 % sans que l'on sache exactement les puces concernées. Gageons qu'Intel aura pris soin de comparer le plus puissant CPU Nova Lake au plus puissant Arrow Lake actuel avec, donc, 52 cœurs contre 24 et doublement du nombre de cœurs P (16 contre 8).

Source : VideoCardz

MOTORGATE RENAULT, SCANDALE DU PURETECH : Pourquoi Renault et Stellantis sont désormais coincés ?

Deux marques, deux moteurs en accusation, et une même réalité : les automobilistes ne se contentent plus d'excuses ou de réparations partielles. Entre plaintes pénales et Répression des fraudes, Renault et Stellantis font face à une nouvelle génération d'usagers plus mobilisés que jamais.



Quelques jours à peine après le rappel de Tesla par la DGCCRF (Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes) pour des pratiques commerciales trompeuses, deux autres constructeurs sont sous le coup de ce gendarme de la consommation. Cette fois-ci pour en lien avec des problèmes de moteurs. Si pendant longtemps, les marques automobiles ont géré leurs défaillances techniques loin des projecteurs, via des extensions de garantie ou des gestes commerciaux, désormais ces deux géants du secteur, Renault et Stellantis, sont confrontés à une contestation publique et structurée, portée par des associations, des plateformes d'action collective et relayée massivement sur les réseaux sociaux. Difficile dans ce contexte de continuer à faire profil bas.

Indemnisation trop restrictive chez Stellantis

Pour rappel, dans le cas de Stellantis, on parle ici de la gestion controversée des pannes liées aux moteurs 1.0 et 1.2 PureTech. Mis en cause pour des casses précoces, ces blocs sont au cœur d'une vaste opération de "réclamation" lancée par le constructeur début 2025. Mais la plateforme mise en ligne est jugée trop restrictive, avec un taux de refus de 40 % sur les 8 200 dossiers déposés, et des critères d'indemnisation limités. Face à ce que beaucoup considèrent comme une opération de façade, l'association des victimes vient donc de saisir la DGCCRF, dénonçant des pratiques commerciales trompeuses et anticoncurrentielles.

Quand Renault peine à convaincre

Chez Renault, c'est une autre affaire qui suscite le mécontentement des automobilistes. Et dont on vient d'apprendre qu'elle aussi fait l'objet d'une enquête préliminaire ouverte par le parquet de Nanterre le 9 octobre 2023 (mais on vient juste de l'apprendre) comme cela a été confirmé au Monde ce 25 juin. Puis en début d'année 2025, c'est la DGCCRF qui a été saisie, mandatant plus précisément son service national des enquêtes. Par ailleurs le parquet a précisé qu'entre octobre 2023 et 2025, avant la DGCCRF, le service de surveillance du marché des véhicules et des moteurs (SSMVM, une autorité rattachée au gouvernement) avait procédé à des "vérifications préalables". Pour rappel, le bloc TCe 1.2, monté sur plus de 130 000 véhicules en France, a des problèmes de surconsom-

mation d'huile ayant entraîné de nombreuses casses moteur. L'affaire, surnommée "Motorgate", est partie d'une alerte lancée par UFC-Que Choisir en 2019. Elle est aujourd'hui portée par près de 3 000 plaignants réunis sur la plateforme Myleo.legal, épaulés par un collectif d'usagers très actif. Renault reconnaît un problème sur certains véhicules produits avant mi-2016, mais assure avoir pris en charge les cas avérés. Pourtant, l'ampleur des signalements montre à quel point la réponse du constructeur peine à convaincre.

À la recherche de la transparence

La saisine de plus en plus régulière de la Répression des fraudes marque une évolution : désormais, les automobilistes ne s'en remettent plus uniquement aux marques, mais aux institutions. Les affaires de Stellantis, de Renault, et dans une certaine mesure celle de Tesla, malgré leurs différences sur le fond, illustrent malgré tout une mutation profonde. Celle de consommateurs qui ne sont plus passifs face aux dysfonctionnements : ils s'informent, se fédèrent, saisissent la justice et alertent les médias. En retour, pour les constructeurs, il est souvent plus difficile de répondre avec agilité, faisant face à des processus juridiques ou commerciaux pas toujours adaptés. Les automobilistes veulent désormais de la transparence, des réparations complètes, et des responsabilités clairement assumées. C'est là que la DGCCRF incarne une nouvelle forme de régulation, capable de contraindre les groupes à sortir du silence. Et si la justice tranche lentement, la pression de l'opinion, elle, ne faiblit pas.

Skoda mise sur l'électrique avec un break audacieux

Skoda continue d'électrifier sa gamme avec un futur break électrique qui fera ses débuts au salon de Munich à l'automne prochain. Préfiguré par une sculpture intrigante dévoilée en 2023, ce modèle, surnommé officieusement « Octavia Combi électrique », ne verra pas le jour avant 2028. Avec une silhouette aérodynamique et une autonomie potentielle de 700 km grâce à la plateforme MEB+ du groupe Volkswagen, il promet de rivaliser avec le rare MG5 sur le segment des breaks électriques. En parallèle, Skoda prolonge la carrière de son Octavia thermique jusqu'en 2030, avec des



restylages pour rester dans le coup. Ce break s'inscrit dans une stratégie ambitieuse : Skoda in-

vestit 5,6 milliards d'euros dans l'électromobilité d'ici 2027, visant 70 % de ventes zéro émission d'ici

2030. Un pari audacieux pour une marque qui allie pragmatisme et innovation.

Stellantis accélère sur le leasing social, mais reste dans le flou



Le groupe Stellantis fait parler de lui avec une annonce offensive : 16 modèles électriques éligibles au leasing social 2025, allant de la petite citadine au SUV familial. Avec des marques comme Peugeot, Citroën, Fiat ou encore Jeep, Stellantis couvre un large spectre de besoins, proposant des loyers dès 95 €/mois. Une belle promesse, d'autant que le groupe a dominé le leasing électrique en

2024 avec 70 % des 50 000 contrats signés. Cependant, un bémol subsiste : Stellantis avoue ne pas encore maîtriser toutes les règles du dispositif, récemment publié par le gouvernement. Il espère tout de même refaire sa petite performance de l'an dernier, et la multiplicité de l'offre électrique pourrait l'y aider. Pas moins de 16 modèles seront éligibles au leasing social chez Stellantis

Mots fléchés

Bohémien		Foi		Lisière		Eloigné		Orateur grec		Fric		Réjouissance	
Affreuses						Edenté		Lieu de fouilles				Pierre tombale	
Jeune rongeur		Dépouillai		Sépia						Levant			
				Sigle de la République Française						Durabilité			
								Élude					
Énergie					Ville allemande					Terre émergée			Dieu gaulois
Fuit					Vagabonde								
				Artère partant du coeur		Particule		Carreau de pierre					
								Intelligence et humour					
Oiseau aquatique							Epées			Grandes ouvertes			
Salades													
										Lac des Pyrénées		Fin de messe	Opinion favorable
Troisième personne du pluriel		Longue période				Déposésés							
		Poème				Lettre grecque							
			Pratique		Étriqués								Primordiale
Cratère sur la lune	Exécuté				Pronom personnel					Visage			
	Arbrisseau du Brésil				Primate					Vert			
				Laiteuse								Cité engloutie	
				Petit ruisseau								La loi du silence	
Fruit						Panneau mobile		Magicienne		Organisation pour la santé			
Genres au cinéma										Vient de rire			
							Pubère						
Devant Guevara				Note de musique			Prophète d'Israël					Arrose St-Omer	
Qualité d'huiles							Cube de jeu						
			Enveloppe de caoutchouc	Spectacle au far-west						Rongeur			
				Métal						Perroquet			
Plissée	Rognon	Divisible par deux						Altèrai					
								Partie tendre					
							Bigla					Rivière suisse	
							Un sens						
Fédération		Un allemand				Autorisation					Devant Capone		
		Germanium				Note de musique					Geste de scout		
					Silencieux					Bastringue			
Natif			Poisson plat					Perdu					

PÉTROLE

Le Brent à plus de 67 dollars lundi à Londres

Les cours du pétrole stagnent lundi, l'attention des investisseurs concentrer sur la décision dimanche prochain de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés (Opep+). Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en août à 67,76 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, cédait 0,09% à 65,46 dollars. Les négociations commerciales des Etats-Unis avec ses partenaires sont susceptibles de faire évoluer encore les cours, souligne un analyste. L'administration Trump a fixé au 9 juillet la date limite pour finaliser de nouveaux accords.



CHAMPIONNAT DU MONDE MILITAIRE D'ARTS MARTIAUX

L'Algérie brille en Allemagne avec 13 médailles

La délégation militaire algérienne a fait un retour triomphal la nuit dernière à Alger, accueillie par de hauts cadres de l'Armée Nationale Populaire (ANP). Les athlètes ont enregistré des résultats très honorables lors du premier Championnat du monde militaire d'arts martiaux, qui s'est déroulé en Allemagne du 22 au 29 juin 2025. Les équipes nationales militaires algériennes de judo, de lutte combinée et de taekwondo ont collectivement décroché la 7ème place mondiale par équipe au cours de cette compétition internationale de haut niveau. Au total, la délégation algérienne a raflé deux médailles d'argent et onze médailles de bronze dans diverses disciplines :
* L'équipe nationale militaire de Judo a remporté une médaille d'argent et quatre de bronze.
* L'équipe nationale militaire de Taekwondo a également obtenu une médaille d'argent et quatre de bronze.
* L'équipe nationale militaire de Lutte Combinée a ramené trois médailles de bronze. Ce championnat du monde a réuni 746 combattants représentant 37 pays, ce qui souligne l'excellence et la performance remarquable des élites militaires algériennes lors de cette première édition mondiale dédiée aux arts martiaux militaires. Ces résultats témoignent de la qualité de la formation et de l'entraînement des sportifs de l'ANP.

COOPÉRATION JUDICIAIRE

Le ministre de la justice reçoit son homologue suisse

Le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, Lotfi Boudjemâa, a reçu ce lundi matin au siège de son ministère le ministre suisse de la Justice et de la Police, Beat Jans. Jans est en visite officielle en Algérie, accompagné d'une délégation composée de cadres du ministère suisse de la Justice. Cette rencontre a été l'occasion pour les deux ministres de faire le point sur l'état actuel de la coopération judiciaire et institutionnelle entre leurs ministères respectifs. Ils ont également discuté des moyens de renforcer cette collaboration dans les domaines légal et judiciaire. Pour rappel, le ministre suisse de la Justice et de la Police effectue une visite officielle en Algérie les 29 et 30 juin 2025, qui inclut, outre le ministère de la Justice, d'autres secteurs ministériels. Cette visite souligne l'importance des liens bilatéraux et la volonté mutuelle d'approfondir les échanges dans des domaines clés.

ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

72 projets financés dans les wilayas pilotes

L'Algérie mise résolument sur l'économie sociale et solidaire (ESS) pour accompagner sa transition vers un développement plus inclusif, équitable et durable. Lors d'une rencontre nationale dédiée à la promotion de ce secteur, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, a annoncé que 72 projets avaient été financés dans des wilayas pilotes, dans le cadre d'un programme soutenu par l'Union européenne et le PNUD. Ce programme s'inscrit dans une démarche de co-construction d'une stratégie nationale pour le développement de l'ESS, visant l'intégration économique durable des jeunes et des femmes. « Nous voulons poser les fondements d'un modèle économique équilibré, équitable et durable, fondé sur les valeurs de solidarité, d'équité et de souveraineté sociale », a déclaré le ministre. Lancée dans plusieurs wilayas à titre expérimental, cette démarche a permis l'accompagnement de 742 porteurs de projets, ainsi que l'élaboration d'une première mouture du cadre réglementaire, en coordination avec les secteurs ministériels concernés. Le ministre a insisté sur le fait que l'ESS n'est pas un concept importé : « Elle puise ses racines dans nos traditions communautaires, de la twiza à la zakat, du waqf aux coopératives et mutuelles ». Cette culture du partage et de l'entraide a été illustrée, selon lui, durant la crise du Covid-19, par une mobilisation citoyenne exceptionnelle, avec des milliers d'initiatives spontanées pour aider les familles les plus vulnérables. L'ESS jouit d'une reconnaissance internationale grandissante, comme en témoignent des avancées significatives. En 2023,



l'ONU a adopté une résolution cruciale la consacrant comme un véritable levier pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD). De même, l'Organisation internationale du travail (OIT) avait déjà reconnu, en 2022, le rôle essentiel de l'ESS dans la création d'emplois décents et son appui à l'économie verte. Sur le plan national, l'État algérien a également mis en place une série de réformes structurantes pour soutenir cette dynamique. Un statut juridique pour l'auto-entrepreneur a été instauré en 2022, accompagné de mesures fiscales et parafiscales incitatives. Pour faciliter cette démarche, une agence spécialisée a été créée pour gérer cette activité, entièrement numérisée afin de simplifier l'enregistrement et l'affiliation à la sécurité sociale. Fayçal Bentaleb a souligné que l'ESS ne s'oppose pas à l'efficacité économique et à la justice sociale ; au contraire, elle cherche

à les concilier. « Ce secteur place l'humain au cœur de son modèle. Il vise à générer du profit, oui, mais aussi à maximiser l'impact social et environnemental », a-t-il déclaré. C'est pourquoi l'ESS est appelée à jouer un rôle essentiel : créer des emplois durables, valoriser les initiatives artisanales et culturelles, préserver le patrimoine matériel et immatériel, et intégrer l'économie informelle dans les circuits officiels. Le ministre a exprimé l'ambition de voir l'ESS devenir l'un des piliers des politiques publiques de demain. « Nous ne voulons pas seulement soutenir l'ESS, nous voulons l'institutionnaliser, lui donner sa juste place dans l'architecture économique nationale ». L'État compte également sur ce secteur pour renforcer la résilience sociale, notamment en matière d'emploi des jeunes, de soutien aux femmes entrepreneures et de cohésion territoriale.

TRANSPORTANT UN MILLION DE BARILS

Explosion du moteur d'un pétrolier libyen

Reuters a rapporté qu'un pétrolier transportant un million de barils de pétrole brut a explosé au large des côtes libyennes. Selon Reuters, le pétrolier Vilamoura, battant pavillon des Îles Marshall, avait quitté le port libyen de Zueitina et faisait route vers Gibraltar lorsqu'une explosion s'est produite dans la salle des machines.

Selon un article publié par la plateforme Énergie, l'incident s'est produit le 27 juin. Cependant, TMS Tankers, la compagnie grecque exploitant le Vilamoura, n'a révélé l'incident que

ce lundi. À ce jour, ni la compagnie grecque ni les garde-côtes libyens n'ont publié de déclaration confirmant la présence de déversements de pétrole près des côtes libyennes.

OFFICE CENTRAL DE RÉPRESSION DE LA CORRUPTION

20 affaires de traitées

L'Office central de répression de la corruption et le Centre de recherche juridique et judiciaire de la capitale ont révélé que 20 affaires de corruption ont été traitées sur 1 500 signalées, avec un taux de condamnation de 100 %. Mokhtar Lakhdari, directeur général de l'Office, a déclaré lors de la réception d'une délégation de la Commission des affaires juridiques, administratives et des libertés de l'Assemblée populaire nationale (APN), que les services de l'Office s'appuyaient sur des critères stricts et transparents pour la sélection de ces affaires d'impact sur l'éco-

nomie nationale, car les efforts ont contribué à traiter 20 cas et à les transmettre à la justice, qui les a jugés avec 100 agents hautement qualifiés de diverses agences de sécurité, ainsi que des juges spécialisés, des cadres et des experts. Le directeur général a souligné que le bureau comprend des agents du ministère des Finances, ainsi que des directions des impôts et des douanes, ce qui lui permet d'assurer une performance professionnelle et efficace dans le traitement des affaires de corruption. Selon Lakhdari, l'Office central pour la

répression de la corruption, qui est chargé de traiter les affaires de corruption financière en particulier, est considéré comme un organisme indépendant en termes de gestion et de performance. Il est également un pilier important du système de lutte contre la corruption en Algérie, aux côtés de la Haute Autorité pour la transparence, la prévention et la lutte contre la corruption. Ce responsable a indiqué que ses services effectuent des tâches d'enquête et d'inspection dans les affaires de corruption sur la base de rapports émanant de particuliers ou d'institutions.